

KARIUMAG

**ANNE
BERTHY-
BOUDON**

*directrice
exécutive
de La Poste
Guadeloupe*

RÉINVENTER LA PROXIMITÉ

DOSSIER | IMMERSION AUPRÈS DES SENTINELLES DU TERRITOIRE

SHIRLEY BILLOT comme vous ne l'avez jamais lue ⁶⁴ • On parle RÉMUNÉRATION avec bonfilon ⁷⁴ • Ils ont MOINS DE 18 ANS et sont gérants d'entreprise ⁷⁰ • Un avant-goût de l'expo de RACHEL alias MesPetitsBonheursAuSoleil ⁷⁹



BATTERIE GARANTIE 8 ANS 250 000 Km
VÉHICULE GARANTIE 6 ANS 150 000 Km

BYD
G U A D E L O U P E




Passerez le cap de l'électrique avec le leader de l'électrique



Découvrez en concession la gamme BYD 100% électrique et super hybride rechargeable

BYD monte en puissance et s'impose comme le leader du marché des véhicules électriques en Guadeloupe depuis son arrivée. Sa gamme ne cesse de s'enrichir et propose aujourd'hui un large choix de véhicules 100 % électriques et super hybrides rechargeables, répondant aux besoins de tous les conducteurs. Leader mondial des véhicules électriques, BYD se distingue par son expertise technologique, son innovation permanente tournée vers l'avenir. De la Dolphin (citadine), à l'Atto 3 (SUV compact), en passant par la Seal (berline), jusqu'à la Tang (SUV 7 places), chaque modèle incarne l'innovation et le savoir-faire de la marque.

Venez essayer l'ensemble de la gamme BYD en concession.

Concession BYD | 28 Rue de l'industrie, Z.I. Jarry, 97122, Baie-Mahault, Guadeloupe | Tél : 0590 60 97 97
www.byd.gp  BYD Guadeloupe  byd.guadeloupe  #bydguadeloupe

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SedéplacerMoinsPolluer



ÉDITO

En première ligne

Abreuvés d'actualités, de communiqués et d'opinions en tout genre et à tout va, nous sommes finalement nous aussi des sentinelles. Des guetteurs à l'affût des soubresauts de nos sociétés, du pouvoir du dialogue surtout quand on n'est pas d'accord, de la beauté magnétique du faire avec les mains, de l'entrain des collégiens apprentis chefs d'entreprise, de l'intraitable détermination de Shirley Billot, etc.

Ce travail de mise en scène ne vise pas à saturer votre temps de cerveau disponible, mais à réinventer mois après mois, la curiosité et l'expérience de nos vies en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane. Armés de mots et d'appareils photos, de caméras et de micros, patients, appliqués et précautionneux dans les versions du monde que nous capturons pour vous chaque mois, nous avons la prétention de saisir l'insaisissable avec vous.

Car qu'il crie au loup ou qu'il s'émerveille, le guetteur n'est rien seul. C'est ceux qui l'entendent, qui s'inquiètent ou s'émerveillent, qui feront de lui ce qu'il est. C'est une réaction en chaîne qui part du terrain jusqu'à vos imaginaires. C'est aussi ça un média.

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles

Rédacteurs en chef
Guadeloupe Martinique Guyane





Les magazines **KaruMag, GuyaMag, MadinMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail : prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrices de la Diffusion
Audrey Barty (0696 28 84 79)
Anouck Talban

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteurs en chef
Mathieu Rached
Floriane Jean-Gilles (0696 36 91 56)

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Sarah Balay - Sandrine Chopot - Caroline Bablin - Anne de Tarragon - Axelle Dorville - Karolayne Videira Hubert - Marie Ozier-Lafontaine - Adeline Louault

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim
Christophe Fidole

Photo de couverture
Lou Denim

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Angela Fontana (0691 24 28 92)
Marie Prat (0690 56 72 84)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Cheffe de projet contenu & social media manager
Léo Vignocan (0696 28 75 26)
Community manager
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

VIDÉO
JRI
Arnaud Galipo (0690 34 90 01)
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

DISTRIBUTION
Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : BD Locations (0690 80 15 99)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

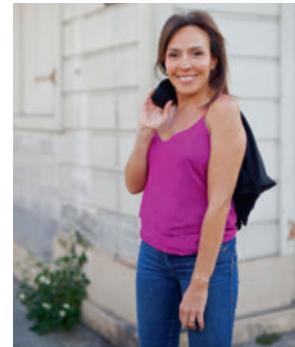


Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.

Ils et elles ont contribué à ce numéro



Marie Ozier-Lafontaine
Rédactrice



Lou Denim
Photographe



Luciano Sainte-Rose
Directeur du développement



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14



Partenaire du Traditour



**LA PASSION AU SERVICE
DU DÉVELOPPEMENT**

Rue Pierre et Marie Curie - ZI de Jarry - B.P. 2325 - 97127 JARRY CEDEX
Tél. 0590 26 38 27 - Fax 0590 95 52 57 - mpi.guadeloupe@wanadoo.fr
www.industrieguadeloupe.com

SOMMAIRE

LES VOIX DU TERRITOIRE

- 10 **LA POSTE** Réinventer la proximité
- 14 **BANQUE DES TERRITOIRES** Anticiper les risques à venir
- 20 **CPME** Engagés !
- 22 **CAP CRÉOLE** 30 ans de savoir-faire
- 24 **CONSEIL DÉPARTEMENTAL** Traditour : la Caraïbe comme horizon

ET SI...

- 30 **CONSEIL DÉPARTEMENTAL** La Congrès sur l'eau
- 34 **CROAG** Ces « professionnels de l'intérêt général »
- 36 **MARINA DE POINTE-À-PITRE** Nouveau hub maritime
- 38 **ASSURANCE OUTREMER** Prévenir les risques avant les sinistres
- 40 **ARMOS** « Nous sommes sur une bombe à retardement »
- 42 **SEMAAG** Un nouveau nom, un territoire élargi !
- 44 **SP HLM** Reconquérir le centre-ville
- 46 **MARAKUJA CONCIERGERIE** Entreprendre à distance, agir sur le terrain
- 48 **ORANGE** Un partenaire de confiance
- 50 **DOSSIER** Les sentinelles du territoire

LES YEUX DU MÉDIA

- 64 Le grand entretien de **SHIRLEY BILLOT**
- 68 **BRÈVES**
- 70 Quand les élèves **APPRENNENT À ENTREPRENDRE** pour de vrai !
- 73 **COMMENT LA MUSIQUE** permet de comprendre la Guyane d'aujourd'hui ?
- 74 On parle **RÉMUNÉRATION** avec bonfilon
- 76 **LE PARI DU DIALOGUE**
- 78 **LE CHIFFRE**
- 79 **PORTFOLIO** Deux mains pour demain
- 84 **LE MONDIAL 2026** en 45 minutes
- 85 Sélection culture **LE "STARTER PACK" DES GRANDES VACANCES**
- 88 **IMAGE DU MOIS**
- 90 **EWAG BUZZ**



CHAQUE CAFÉ, UN MONDE NOUVEAU

Antilles Food Service SARL - 435 259 825 - RCS Pointe à Pitre



WHAT ELSE?

LE TRADITOUR SE VIT SUR LA MER. IL SE RACONTE AUSSI.

Retrouvez dans notre hors-série exclusif
les équipages, les canots,
les coulisses du Traditour 2026



By
EWAG



Chantal Eucar
Carl Chipotel
Anne Berthy-Boudon
Annie-Claude Amiens
Erick Halley
Kevin Helissey
Victor Venutolo
Betty Armougon
Allan Bourgeois
Dominique Joly
Jules Sahagian
Cathy Estampe
Murielle Laronne
Jean-Marie Guillien
Roland Picot
Shirley Billot

LES VOIX DU TERRITOIRE

Thierry Romanos
Hervé Dorvil
Jérôme Cusset
Guy Losbar
Jeanine Hérisson
Kerlens Repi
Kris Baboulall
Kadi Yattassaye
Joanis George
Jahyna Pétion
Julie David
Chantal Eucar
Carl Chipotel
Anne Berthy-Boudon
Annie-Claude Amiens
Erick Halley

RÉINVENTER LA PROXIMITÉ

Confrontée à la baisse continue du courrier et à l'évolution des usages, **La Poste** diversifie ses activités en s'appuyant sur son principal atout : son ancrage territorial et une relation de confiance avec la population.

Texte Sarah Balay – Photo Lou Denim

Quelle est aujourd'hui la place de La Poste dans l'économie guadeloupéenne ?

Anne Berthy-Boudon, directrice exécutive de La Poste Guadeloupe : La Poste joue un rôle essentiel en Guadeloupe. À la fois acteur économique majeur et service de proximité du quotidien, elle couvre également Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Son réseau compte plus de mille collaborateurs, 45 bureaux de poste et une vingtaine de points de contact partenaires, sous forme d'agences postales communales et de relais commerçants.

Pour autant, notre principal atout reste notre présence sur le terrain. Notre organisation s'appuie aussi sur un centre de tri courrier, situé à l'aéroport de Guadeloupe-Maryse Condé, aux Aymes, cinq plateformes courrier ainsi qu'un centre de relation clientèle dédié à la banque, implanté à Jarry. Nos facteurs sont présents sur l'ensemble du territoire et chaque guadeloupéen dispose d'un bureau de poste à moins de 5 km ou à moins de vingt minutes de son domicile. Nous accompagnons aussi 237 000 clients dans leurs projets grâce à un réseau de 70 conseillers bancaires.

Comment La Poste se transforme-t-elle face à la baisse du courrier et à la digitalisation ?

Les usages évoluent et le volume courrier diminue d'environ 10 % chaque année. Nous disposons de ressources humaines réparties sur l'ensemble du territoire et bénéficions d'un fort capital confiance auprès de la population. Nous développons donc de nouvelles activités répondant aux besoins des guadeloupéens. Cela passe par le bien vieillir à domicile avec la livraison de repas aux personnes âgées, mais aussi par des prestations réalisées pour

les collectivités : création de bases adresses, remontée d'informations sur l'état des routes grâce à des caméras embarquées, enquêtes auprès des habitants ou relevés de compteurs d'eau.

Cette expertise est aussi mise au service d'acteurs privés, par exemple pour réaliser des constats photographiques destinés aux assurances. Nous étudions aussi de nouvelles solutions, comme la distribution de courses commandées depuis des bornes installées dans certains bureaux de poste. La transformation passe enfin par le numérique. Via les espaces France Services, nous aidons les usagers dans leurs démarches en ligne. Nous proposons, de plus, des solutions faisant le lien entre numérique et papier, comme l'impression et la distribution de courriers électroniques, ainsi que des services aux particuliers et aux entreprises pour la gestion de leurs documents numériques.

Quels sont aujourd'hui les principaux métiers qui font vivre La Poste en Guadeloupe ?

Les facteurs représentent toujours la majorité de nos effectifs et assurent nos missions de service public, notamment la distribution de courrier six jours sur sept. Nous disposons d'un centre de relation client qui traite les appels et les courriels des clients de la Banque Postale. Grâce au décalage horaire, il permet de répondre à la clientèle de l'Hexagone sur des plages horaires étendues. Dans un contexte marqué par les évolutions technologiques, les nouveaux usages et la transformation des activités, les métiers évoluent aussi dans les bureaux de poste.

Nos chargés de clientèle commercialisent les offres courrier colis, mais réalisent par ailleurs des ouvertures de comptes ou des abonnements téléphoniques. De

« NOUS DISPOSONS
DE RESSOURCES
HUMAINES RÉPARTIES
SUR L'ENSEMBLE
DU TERRITOIRE ET
BÉNÉFICIONS D'UN FORT
CAPITAL CONFIANCE
AUPRÈS DE LA
POPULATION. »

Anne Berthy-Boudon, directrice exécutive
de La Poste Guadeloupe



leur côté, les conseillers bancaires accompagnent les clients dans leurs projets : retraite, immobilier, prêt étudiant ou autres.

Nous disposons, enfin, d'expertises spécialisées avec la banque patrimoniale : Louvre Banque Privée et de la banque des entreprises et du développement local, BEDL.

Comment maintenez-vous la proximité avec les habitants malgré l'évolution des usages ?

Nos bureaux évoluent pour répondre davantage aux besoins du territoire. À ce jour, il existe six espaces France Service au sein de nos bureaux, ainsi qu'un espace Étape numérique à Basse-Terre dédié à l'inclusion numérique. Autre service disponible : le passage de l'examen du code de la route* (auto, moto, bateau). Nous développons aussi des partenariats avec des artisans et créateurs locaux, comme AKA, UKA ou Muya Muya, dont les produits sont proposés à la vente. Une façon de soutenir l'économie locale tout en enrichissant notre offre. Nous ouvrons nos espaces à des expositions, des animations et à des initiatives culturelles, comme la série Wish de Julien Dalle, avec la commercialisation de produits dérivés et de la bande dessinée. Nous sommes aussi engagés aux côtés des éditions Neg Mawon pour faire rayonner le patrimoine littéraire guadeloupéen. Nous éditons enfin régulièrement des carnets de timbres collectors inspirés du territoire, ses artistes et ses personnalités, comme le carnaval ou Marie-José Pérec lors des JO.

Quel rôle jouent les collectivités dans vos projets de développement ?

Les collectivités sont des partenaires essentiels. Nous pouvons travailler ensemble pour améliorer les services rendus aux citoyens, notamment sur des sujets comme l'adressage, la connaissance du territoire ou la réalisation d'enquêtes auprès des habitants. La Banque Postale apporte aussi aux collectivités des solutions de financement adaptées à leurs besoins. Enfin, grâce à notre maillage territorial, nous pouvons imaginer accueillir ou relayer d'autres services publics afin de faciliter l'accès des citoyens à certaines démarches.

Comment votre engagement RSE se traduit-il concrètement ?

La responsabilité sociétale est au cœur de la stratégie du groupe. Elle guide aussi les choix d'investissement de la Banque Postale, qui exclut certains secteurs ou entreprises ne répondant pas à ses critères environnementaux et sociétaux. En Guadeloupe, cet engagement se traduit par le développement des véhicules électriques, du covoiturage et des mobilités douces, des actions en faveur de la biodiversité (partenariat avec la Ligue de protection des oiseaux), l'installation de panneaux photovoltaïques et d'équipements moins énergivores, ainsi que par des initiatives en faveur de la jeunesse, de l'alternance et de la promotion de l'écriture.

*Réservation sur lecode.laposte.fr

« IL EST ESSENTIEL QUE CHACUN TROUVE
DU SENS, DE LA RECONNAISSANCE ET DES
PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION »

Annie-Claude Amiens,
directrice des ressources humaines



Kevin Helissey (directeur secteur à la Poste Guadeloupe), Anne Berthy-Boudon (directrice exécutive de La Poste Guadeloupe) et Annie-Claude Amiens (directrice des ressources humaines).

« Accompagner les postiers dans la transformation des métiers »

La Poste Guadeloupe place l'évolution professionnelle de ses collaborateurs au cœur de sa stratégie RH. « Nous faisons face à des mutations profondes des marchés et de la société, intégrant de nombreuses transitions, qu'elles soient démographiques, territoriales, écologiques ou numériques », souligne Annie-Claude Amiens, directrice des ressources humaines.

Premier défi : préparer les postiers aux métiers de demain. « L'enjeu principal de La Poste de Guadeloupe est d'accompagner les postiers dans la transformation des métiers. » Pour y répondre, l'entreprise mise sur la mobilité interne et la promotion des talents. Facteurs, agents de production, chargés de clientèle ou conseillers bancaires peuvent ainsi évoluer vers de

nouvelles fonctions au sein du groupe. Cette dynamique est facilitée par une gouvernance commune aux trois branches présentes sur le territoire : Courriers-Colis, Grand Public et Numérique et la Banque Postale.

Les priorités portent surtout sur la transformation digitale, la culture client, la qualité et la conformité ou encore le management. La Poste permet à certains collaborateurs d'accéder à des formations diplômantes, notamment via l'Institut Technique de Banque (ITB). En 2025, 96 % des collaborateurs ont bénéficié d'une formation. La formation constitue un levier majeur de cette transformation.

Donner du sens et responsabiliser

Pour l'attractivité et la fidélisation de ses équipes, « il est essentiel que chacun trouve du sens, de la reconnaissance et des perspectives d'évolution. » La

Poste s'appuie sur la qualité de vie au travail, l'écoute des équipes et la diversité des parcours professionnels. Chaque année, le baromètre d'engagement permet d'identifier les axes d'amélioration prioritaires.

Pour renforcer l'engagement des collaborateurs, de nombreuses actions sont déployées en faveur du bien-être au travail : semaine du respect dans le cadre de la lutte contre les incivilités, semaine dédiée à la qualité de vie au travail, Octobre rose, collectes de sang ou encore événements fédérateurs au sein des équipes. L'entreprise accueille aussi alternants, apprentis et stagiaires pour préparer les compétences de demain.

En première ligne face aux transformations, les managers font l'objet d'une attention particulière. L'accent est porté sur le savoir-être, le pilotage du

changement et le développement des équipes. Cette démarche repose sur sept compétences clés, dont la capacité à donner du sens, responsabiliser, coopérer et promouvoir l'innovation.

Au-delà des enjeux de compétences, la santé et la sécurité au travail demeurent une priorité quotidienne. La Poste poursuit ses efforts en matière de prévention des risques et de qualité de vie et des conditions de travail. « La Poste en Guadeloupe est bien plus qu'une entreprise : c'est un repère, un lien social, un acteur du quotidien. » Pour Annie-Claude Amiens, la réussite de cette transformation repose avant tout sur les femmes et les hommes qui composent l'entreprise. « Dans ce contexte, il est important de positionner l'humain au cœur de notre transformation. »

À 32 ANS, IL DIRIGE TROIS BUREAUX DE POSTE

Hermès, Michelin, L'Oréal, Valeo, Renault... Avant de rejoindre La Poste Guadeloupe, Kevin Héllissey a déjà connu plusieurs grands groupes français. Formé en école de commerce, ce Guadeloupéen passe huit ans dans l'Hexagone, où il enchaîne les expériences en marketing, commerce et management. Après ses études, il rejoint Renault dans le cadre d'un programme d'accélération de carrière (graduate program). À seulement 25 ans, il encadre déjà 40 personnes. En plein COVID, il décide de rentrer au pays pour se rapprocher de ses parents. Après un passage chez L'Oréal en Guadeloupe, il est repéré par La Poste pour prendre la direction d'un secteur. « C'était un gros pari de miser sur un jeune comme moi qui n'avait aucune expertise bancaire. » Depuis janvier 2023, il dirige donc les bureaux de poste du Gosier, des Abymes et du centre commercial Milénis avec 25 collaborateurs sous sa responsabilité. Un poste où il pilote aussi bien les activités bancaires que postales. « On est polyvalent », résume-t-il.

Ce qui l'a convaincu ? Les nombreuses opportunités de carrière. « Aujourd'hui, La Poste, c'est une entreprise où l'on peut très facilement évoluer. Commencer facteur et devenir directeur de banque ou directeur de département. » Lui-même prépare actuellement l'Institut technique de banque (ITB), une formation financée par l'entreprise pour renforcer ses compétences dans le secteur bancaire. Une illustration concrète de la politique de promotion interne portée par le groupe. Mais Kevin Héllissey ne parle pas seulement chiffres ou management. Ce qui le motive, c'est avant tout l'expérience client : « Aujourd'hui nous sommes vraiment dans une dynamique de personnalisation et de sur-mesure. » Une vision héritée de ses expériences passées dans l'univers du luxe. La technologie ne remplacera jamais tout, estime-t-il. « Dans un monde de plus en plus digitalisé, nous avons compris une chose : c'est avant tout l'humain qui compte. » Développement de nouveaux services, accompagnement des publics fragiles, inclusion numérique, soutien aux artisans locaux... Il voit les bureaux de poste comme des lieux de proximité capable de répondre aux nouveaux besoins. Et lorsque l'on évoque son parcours, l'enthousiasme est intact : « La Poste est très diversifiée. Il est possible d'y faire plein de choses. Pour un jeune Guadeloupéen, je trouve cela formidable ! »

Transition écologique

EMPRUNTER AUJOURD'HUI POUR ANTICIPER LES RISQUES À VENIR

Le changement climatique est un paramètre que les collectivités et acteurs économiques ne peuvent plus ignorer. La **Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts (CDC)** est là pour les accompagner en proximité, comme l'explique Loïc Rolland, directeur régional Antilles-Guyane.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim



Loïc Rolland, directeur régional de la Banque des Territoires Antilles-Guyane

« L'ÉTAT NOUS A CONFIÉ
LA BONNE UTILISATION
DE L'ARGENT DÉPOSÉ
SUR LE LIVRET A PAR
LES ÉPARGNANTS. »

Loïc Rolland, directeur régional
de la Banque des Territoires Antilles-Guyane

Qu'est-ce qui différencie la Banque des Territoires d'une banque classique ?

La Banque des Territoires intervient là où les banques commerciales ne vont pas, en proposant des prêts dont la durée peut aller de 25 à 60 ans, à des taux très compétitifs, indexés sur le taux du Livret A. Par ailleurs, ces taux sont les mêmes pour tous (collectivités, bailleurs sociaux...) et partout en France. La Caisse des dépôts et consignations est tiers de confiance. À ce titre, l'État nous a confié la bonne utilisation de l'argent déposé sur le Livret A par les épargnants. Nous disposons donc d'une capacité de financement importante sous forme de prêt. Nous pouvons aussi, sur nos fonds propres, financer de l'ingénierie ou investir dans des sociétés de projet.

Quel rôle la Banque des Territoires aux Antilles-Guyane peut-elle jouer dans l'adaptation au changement climatique ?

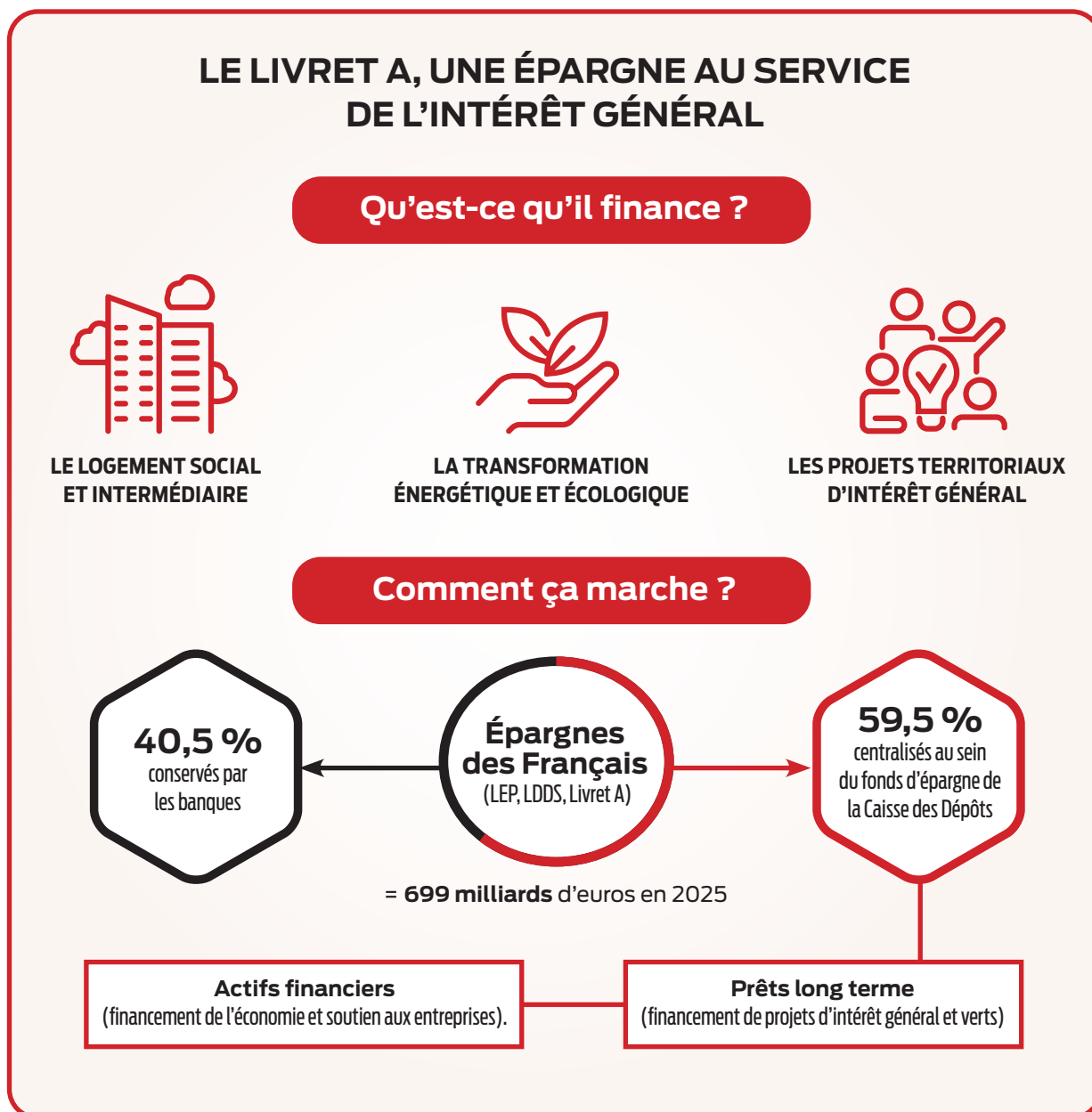
Nous allons des Îles du Nord jusqu'en Guyane. Les enjeux en termes d'adaptation au changement climatique sont multiples, avec un risque cyclonique accru pour les Antilles, une hausse des températures, un recul du trait de côte, mais aussi de nombreux défis en matière de gestion de l'eau potable et de traitement des eaux usées, etc. Notre rôle est de conseiller et de financer les dynamiques lancées par les élus et les acteurs économiques, et compte tenu de nos capacités de financement, nous pourrions faire beaucoup plus pour accompagner la transformation de ces territoires que ce que nous faisons aujourd'hui.

Vous voulez dire que les collectivités ne vous sollicitent pas à la hauteur de l'aide que vous pourriez leur apporter ?

Beaucoup d'élus craignent de s'endetter à long terme. Or l'adaptation au changement climatique nécessite de réaliser des investissements de long terme essentiels pour maintenir l'attractivité et l'habitabilité de nos territoires. Ces investissements peuvent être en partie financés par

des subventions mais peuvent aussi s'appuyer sur des emprunts en cohérence avec la durée d'amortissement des actifs financés. Prenons l'exemple d'une école aux normes parasismiques et anticycloniques. Elle pourra être utilisée pendant 40, 50 et même 60 ans. Sa construction peut donc être financée sur ces mêmes durées. Le recours à des financements de long

terme permet de réduire les annuités et de libérer des capacités budgétaires pour mener d'autres projets. Il ne faut pas avoir peur d'endetter les générations futures puisqu'elles bénéficieront de ces investissements. En bref, les solutions de la Banque des Territoires permettent d'adapter le profil d'annuité de l'emprunt afin d'optimiser l'impact budgétaire de ce dernier.



Des projets « vertueux »

L'adaptation au changement climatique est un enjeu que personne ne peut plus ignorer aujourd'hui, et la Banque des Territoires accorde une attention toute particulière aux projets qui comportent un volet « transition écologique ». Lorsqu'il s'agit de rénovation urbaine, elle s'appuie sur des critères correspondant aux objectifs nationaux et européens, cependant « un travail est réalisé pour adapter ces critères au climat tropical, tels que la résistance à la chaleur, la

performance des façades, le recours aux brasseurs d'air, etc. », explique Jean-Marie Guillien, directeur territorial de la Banque des Territoires.

Les projets « vertueux » peuvent par exemple bénéficier de prêts à un taux plus intéressant que celui accordé pour un projet sans dimension « verte ». Mais la Banque des Territoires peut aussi accompagner les collectivités et acteurs économiques en ingénierie, voire investir dans certains projets, comme elle l'a fait pour la centrale géothermique de Bouillante, par exemple.



Jean-Marie Guillien, directeur territorial de Guadeloupe

3 projets emblématiques soutenus par la Banque des Territoires

• **Le collège 900 à Saint-Martin**

Parasismique, anticyclonique... Reconstitué après le passage de l'ouragan Irma sur Saint-Martin, en 2017, le collège 900 est un modèle de résilience face au changement climatique, unique dans les outre-mer (cf. infographie).

• **Le centre de dialyse de l'Audra, aux Abymes**

« Avec le déménagement du CHU, l'Audra (Association pour l'utilisation du rein artificiel) se retrouvait

sans centre de dialyse. Et comme il s'agit d'une association, il n'était pas évident pour eux de se faire accompagner », constate Jean-Marie Guillien. « Or, la santé, c'est de l'intérêt général. Nous leur avons donc accordé un prêt de 16 millions d'euros sur 40 ans, au taux du livret A + 0,4 point. Ils ont pu réaliser leur projet et la durée longue a permis d'adapter les annuités. »

Par ailleurs, ce tout nouveau centre de dialyse intègre plusieurs dimensions environnementales. Il s'agit d'une construction respectueuse de l'environnement, qui inclut des mesures écologiques, avec une autonomie énergétique d'environ 95 % : protection solaire de la toiture, des murs et de la dalle afin de réduire les échanges thermiques avec l'extérieur, contrôle du débit d'insufflation et d'extraction d'air en fonction de l'occupation des locaux, récupération des eaux de pluie et de l'eau rejetée par les osmoseurs pour les sanitaires et l'arrosage des espaces verts, etc.

« Il ne s'agit pas encore d'un bâtiment à énergie positive, mais nous n'en sommes pas loin », conclut Jean-Marie Guillien.

• **La centrale géothermique de Bouillante**

« Nous sommes entrés au capital de Géothermie Bouillante à travers deux prises de participation successives, la première en 2016 et la deuxième en 2025, dans le cadre de notre soutien à la transition énergétique des zones non interconnectées », explique Jean-Marie Guillien. « Aujourd'hui, la géothermie représente 6 % de la production d'électricité du territoire, et l'idée est de monter à 12 %. Une nouvelle usine est en projet. »

LE COLLÈGE 900, UN MODÈLE DE RÉSILIENCE

COÛT TOTAL :
42 millions d'euros

**31 SALLES DE CLASSE ÉQUIPÉES
DE TABLEAUX NUMÉRIQUES**

PLATEFORME SATELLITAIRE POUR ASSURER LA CONTINUITÉ DES MOYENS DE COMMUNICATION

Transition énergétique et écologique - Normes parasismiques - Normes anticycloniques

- 4 logements de fonction
- Un gymnase de 2 000 m²
- Un centre de documentation multimédia
- Peut abriter 600 personnes en cas de cyclone
- Capacité d'accueil de 250 véhicules

- d'urgence (services techniques, pompiers, gendarmerie) capables d'intervenir dès la levée de l'alerte cyclonique
- Extérieurs végétalisés pour garder la fraîcheur

- 200 m² de panneaux photovoltaïques
=> Autonomie énergétique ± 70 %
- Récupération des eaux de pluie
- Ventilation naturelle traversante



LA RIVIERA DU LEVANT

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
LE GOSIER / SAINTE-ANNE / SAINT-FRANÇOIS / LA DÉSIRADE

La CARL, c'est nous ensemble !

Le sport fait vibrer notre territoire, rassemble les générations
et fait rayonner les talents de la Riviera du Levant.

À travers chaque rencontre, chaque défi et chaque victoire, il transmet des valeurs
de solidarité, de dépassement de soi et de fierté collective.

Par son engagement de proximité, la CARL accompagne les associations,
les bénévoles et les événements sportifs qui font vivre nos communes au quotidien,
renforcent le vivre-ensemble et participent au rayonnement de notre territoire.



PUBLI-COMMUNIQUÉ

Le dirigeant face au digital : de la vision à l'action

Le 4 juin dernier, le groupe C2i a réuni à ZEBOX Guadeloupe, dirigeants, décideurs, clients et partenaires à l'occasion de la deuxième édition de C2i Connect, son concept événementiel dédié aux enjeux de la transformation numérique des entreprises.

Organisée avec le soutien de Ringover, partenaire privilégié du Groupe C2i et spécialiste de la téléphonie intelligente et de la communication unifiée, cette journée a rassemblé les acteurs économiques du territoire autour d'une ambition commune : faire du digital un véritable levier de performance, de sécurité et de croissance.

Cette rencontre avait pour ambition de mettre en évidence que le numérique est avant tout un facteur d'efficacité, de sécurité et de développement au service des organisations. Tout au long de la journée, les participants ont pu découvrir des retours d'expérience, des cas d'usage concrets et des solutions adaptées aux réalités des entreprises du territoire. Cybersécurité, intelligence artificielle, développement sur mesure, gestion documentaire, outils collaboratifs, exploitation de la donnée, automatisation des processus ou encore financement des projets numériques, avec l'intervention du partenaire I-NOVA, ont rythmé les échanges.

La dimension interactive a également marqué cette édition, notamment à travers un quiz cybersécurité, des discussions autour des problématiques rencontrées par les dirigeants et de nombreux temps d'échange avec les experts du Groupe C2i. Ces mo-



Sophie Noyon, responsable du centre de service du Groupe, conférencière lors de l'événement C2i Connect, plus de 20 ans au service des clients

ments ont permis d'aborder les enjeux numériques de manière pragmatique, au plus près des préoccupations des organisations. Au-delà des thématiques abordées, cette deuxième édition de C2i Connect a surtout mis en lumière la richesse humaine qui fait la force du Groupe C2i. Les interventions ont été portées par les collaborateurs eux-mêmes, offrant aux participants une immersion authentique dans les expertises du groupe. Chaque sujet a été incarné avec engagement par celles et ceux qui accompagnent, au quotidien, les entreprises dans leurs projets de transformation.

Pour Chantal Eucar, directrice du Groupe C2i, cette journée représente bien plus qu'un simple événement professionnel : « C'est une immense fierté de voir nos équipes porter avec autant de passion et de maîtrise les savoir-faire du Groupe C2i. Derrière chaque solution présentée, il y a des femmes et des hommes engagés qui accompagnent quotidiennement nos clients dans leurs projets et leurs défis. Cette journée a permis de valoriser leur expertise, leur proximité et leur capacité à transformer des problématiques complexes en solutions concrètes ». Au fil des interventions et des échanges avec les participants, un message fort s'est dégagé : les entreprises

ne recherchent pas simplement de nouveaux outils, mais des réponses claires à des besoins réels. Gagner du temps, sécuriser son activité, mieux piloter grâce à la donnée, améliorer l'expérience client ou encore accompagner le changement sont aujourd'hui des préoccupations partagées par de nombreuses organisations.

Le déjeuner networking et le cocktail de clôture ont également constitué des temps forts de convivialité. Ils ont permis aux clients, partenaires et équipes C2i de se rencontrer, d'échanger librement et de partager leurs retours d'expérience dans une atmosphère à la fois professionnelle, détendue et chaleureuse. À travers cette nouvelle édition de C2i Connect, le Groupe C2i confirme sa volonté d'accompagner durablement les entreprises des Outre-mer dans leurs projets de transformation numérique. Une ambition portée par des équipes engagées et expertes, et rendue possible grâce à la confiance des dirigeants, partenaires et clients qui ont partagé cette journée riche en échanges, en réflexions et en perspectives.

Ils y étaient !

« Cette journée nous a permis de prendre du recul sur nos enjeux numériques et d'échanger avec d'autres dirigeants confrontés aux mêmes défis. Nous repartons avec des idées concrètes et des pistes de réflexion utiles pour notre organisation. »

MGPS, Madame GAMBLY - Directrice Générale

« Nous avons pu constater qu'il existe aujourd'hui des solutions concrètes et accessibles pour gagner en efficacité, renforcer la sécurité de nos organisations et accompagner sereinement les évolutions de nos métiers. »

Assurances Outremer M. COAT - Directeur Général



La Team C2i au rendez-vous du Digital autour des dirigeants ultramarins



C2i
938 Bis, Rue Henri
Becquerel
Baie-Mahault 97122,
Guadeloupe
+590 590 99 99 00

Fédération

ENGAGÉS !

Organisation patronale, la **CPME** porte la voix des TPE-PME et les aide à relever au quotidien les défis économiques sur le territoire. Trois questions à Victor Venutolo, président de la CPME Guadeloupe

Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim

En quoi votre parcours influence-t-il vos fonctions au sein de la CPME ?

Ma formation d'ingénieur informaticien m'a permis d'acquérir la rigueur nécessaire à déterminer un objectif et à le poursuivre inlassablement jusqu'à sa réalisation. J'analyse les faits et j'apporte des réponses concrètes et pragmatiques... Ce que je fais au quotidien pour les chefs d'entreprise de façon générale, et des adhérents de la CPME en particulier.

Pourquoi adhérer à la CPME Guadeloupe aujourd'hui ?

Tout d'abord, nos partenariats et accords avec les administrations assurent à nos adhérents que leurs dossiers seront traités, sans perte de temps. Un référent CPME se charge, par exemple, de faire le lien avec le service adéquat de la CGSS, ou encore à la direction des Finances publiques.

Première organisation patronale de France, nous siégeons au conseil d'administration des administrations, locales ou nationales, avec lesquelles nous travaillons en bonne intelligence. Nous y faisons entendre la voix des entrepreneurs et pesons sur les décisions administratives. De plus, chaque adhérent de la CPME Guadeloupe bénéficie du soutien de toute la CPME nationale.

Enfin, nous sommes un réseau de chefs d'entreprises locales, rencontrant les mêmes difficultés. Au sein de chacune des commissions de la CPME, nous identifions les problématiques et y apportons des solutions appropriées. Je dis souvent aux adhérents : « Je ne vous promets pas de gagner toutes les batailles, mais de mettre toute mon énergie à la résolution du problème ».



Victor Venutolo, président de la CPME

Vous avez pris position contre les évolutions institutionnelles et statutaires proposées par certains responsables politiques. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Nous avons, en effet, appris, par une indiscrétion, l'existence d'un rapport sur des évolutions statutaires et institutionnelles, en l'absence de consultation des citoyens ou du monde économique – quoiqu'il ait été dit. Je n'ai cessé de dénoncer cette pratique qui tend à faire croire à la population que nos problèmes quotidiens résultent de notre statut. C'est un mensonge : des dossiers essentiels, en faillite totale, relèvent de la compétence exclusive des collectivités locales (eau, seniors, routes...). D'ailleurs, de nombreux élus ne sont pas favorables à une évolution statutaire. Après consultation des dossiers budgétaires en lien avec les nouvelles compétences, nous avons pu constater leur vacuité. L'État, quant à lui, a affirmé qu'il ne verserait pas 1 milliard d'euros par an à la Guadeloupe si elle changeait de statut. Une évolution doit apporter un mieux vivre, pas être un saut dans l'inconnu. Même s'il est vrai que la situation actuelle nécessite des aménagements, dans le cadre de la solidarité nationale.

PUBLI-COMMUNIQUÉ

3^e édition du Rallye de L'alternance UDE Medef

Le Rallye de l'alternance confirme sa montée en puissance. Pour cette troisième édition, l'événement s'impose comme un temps fort du recrutement en Guadeloupe, avec 170 offres portées par plus de 40 entreprises et une forte mobilisation des jeunes.

Dès la fin de la journée, le constat est clair : plusieurs entreprises avaient déjà formulé des propositions illustrant l'efficacité d'un format pour des rencontres rapides et décisives.

Le principe est simple : condenser en une journée les étapes clés du recrutement. Identification des profils, échanges, premières validations... tout s'accélère. Pour les entreprises un vrai gain de temps ; pour les jeunes, des opportunités concrètes.

Cette édition marque aussi une évolution. Le Rallye intègre des solutions aux freins périphériques : mobilité, logement, accès aux droits et inclusion du handicap, avec des partenaires engagés.

Plus largement, le Rallye s'inscrit dans une politique jeunesse portée par le MEDEF, pensée comme un parcours cohérent à chaque étape du chemin des jeunes : stages de seconde, actions École-Entreprise avec le Rectorat, partenariats avec l'Université autour de l'entrepreneuriat, mais aussi dispositifs structurants comme « Cadres d'avenir » ou collaborations avec France Travail et la Mission Locale.

Sur le terrain, cette stratégie se traduit par une multiplication des formats : visites d'entreprises, immersions, témoignages de professionnels, temps d'échanges ou encore job dating. Autant d'expé-



3^{ème} édition du Rallye de l'alternance : levier de recrutement pour les entreprises

riences concrètes qui permettent aux jeunes de mieux appréhender les métiers, de se projeter et d'accéder à des opportunités auxquelles ils n'auraient pas forcément pensé.

L'objectif est clair : créer du lien durable entre les jeunes et les entreprises, valoriser les métiers et susciter des vocations.

Comment maintenir l'attractivité de l'alternance ?

Dans un contexte de baisse des dotations, elle devient stratégique. Elle repose sur la capacité à maintenir une dynamique malgré des moyens contraints et sur la reconnaissance de l'engagement des entreprises.

Cet engagement est un signal fort. Il traduit une vision à long terme et une responsabilité en faveur de l'insertion. Le valoriser, c'est encourager d'autres entreprises à poursuivre cette dynamique.

En filigrane, une mobilisation collective se dessine pour renforcer durablement l'attractivité des métiers sur le territoire local.

Lydie Bon, présidente de la commission Emploi Compétences à l'UDE MEDEF Guadeloupe

Agroalimentaire

MARLIN FUMÉ OU EN RILLETES... 30 ANS DE SAVOIR-FAIRE

Cap Créole, c'est le thon fumé qu'on déguste avec le punch, les rillettes de daurade qu'on glisse dans la valise pour prolonger les vacances... En 30 ans, la marque est devenue une référence en matière de valorisation des produits de la mer.

Texte Caroline Bablin - Photos Lou Denim



« Je connaissais la marque, la qualité des produits et j'avais envie de la faire prospérer », confie Benjamin, directeur général de Cap Créole depuis 2018. La marque, qui fête cette année ses 30 ans, n'a jamais cessé de se développer. Dernières innovations en date : l'ouverture d'un laboratoire et de boutiques en Martinique en 2022, et la vente en ligne de produits livrables en 24 heures dans l'Hexagone. Retour sur une aventure entrepreneuriale, gastronomique et humaine, à travers ceux qui l'ont vécue...

« Ils m'ont donné ma chance »

À 25 ans, Jules Sahagian est chef de production. Quand il est arrivé, il était le plus jeune de l'équipe. « Je ne voulais pas faire d'études », se souvient-il. Sitôt sorti du lycée, il vient trouver Olivier Berhault pour lui demander de l'embaucher. « Je n'avais que 17 ans, et il m'a dit de revenir quand je serai majeur. » Ultra-motivé, il revient, insiste et commence au filetage du poisson. « J'ai fait tous les postes », confie-t-il. Pendant un an, il travaille même de 4 heures à midi avec Joël, « le doyen ». « C'est mon père dans la boîte. » Soucieux de faire toujours mieux, il acquiert la confiance de l'équipe. Passé chef de production, celui qu'Olivier Berhault voyait passer dans la poussette, avec sa mère, aux tout débuts de Cap Créole, est aujourd'hui responsable d'une équipe de douze personnes. Et toujours la même envie d'aller de l'avant...

Jules Sahagian, chef de production



« J'ai été la première employée »

Au départ, il y a 30 ans, ils étaient trois : Olivier Berhault et deux associés. Cathy Estampe a été la quatrième, « la première employée ». À l'époque, celle qui avait suivi son mari à Bouillante, « de retour au pays », avec leurs deux enfants, cherche du travail. Et quand elle apprend qu'une usine d'agrotransformation se monte dans la commune, Cathy n'hésite pas une seconde. « J'ai commencé à la production, j'étais polyvalente », se souvient-elle. Et lorsque la toute première boutique, attenante au laboratoire, ouvre ses portes il y a 16 ans, Cathy passe derrière le comptoir. « Nous étions deux vendeuses et en même temps, j'étais aussi à la production pour la partie traiteur. » Aujourd'hui, c'est Cathy qui forme les vendeuses. Il faut dire que depuis 30 ans, elle connaît les produits par cœur, a goûté chaque nouvelle recette en avant-première, et surtout, « j'aime le contact avec les clients », confie cette dernière.

Cathy Estampe, vendeuse en boutique



« On met tous la main à la pâte »

Murielle Laronne est originaire de Bouillante et pour elle, la création de l'usine Cap Créole a résonné comme une opportunité à ne pas laisser passer. Son BTS comptabilité ne la prédisposait pas à travailler dans l'agroalimentaire, et pourtant... « J'ai commencé comme employée de production. » Nettoyer, découper, fileter les poissons, préparer les rillettes... En 26 ans chez Cap Créole, elle a tout fait. Et quand Olivier Berhault a besoin d'aide sur la partie administrative, Murielle se porte volontaire. Précise et rigoureuse, elle se forme pour prendre en charge le suivi qualité. Respect des règles d'hygiène, traçabilité, c'est son domaine. Pas de bijou, blouse blanche et charlotte sur la tête, elle montre l'exemple, toujours prête au cas où il faudrait donner un coup de main à la production : « Ici, tout le monde met la main à la pâte. »

Murielle Laronne, agent qualité



« Il faut d'abord que ce soit bon »

À l'origine de Cap Créole, c'est lui, Olivier Berhault, et deux associés. Cuisinier de métier, c'est lui qui fume le poisson et prépare la saumure – « du sel, du sucre de canne, des épices... ». Nous n'en saurons pas plus, la formule est secrète. C'est lui qui a élaboré chaque recette, des premières rillettes de marlin aux tartares et salades du rayon traiteur. « Il faut d'abord que ce soit bon. Ensuite, on regarde si c'est réalisable et rentable. » Pendant 20 ans, il a fait grandir la marque : moderniser le laboratoire, puis une, deux, trois boutiques en Guadeloupe. Mais ses associés éprouvent des envies d'ailleurs et souhaitent céder leurs parts. « J'avais l'intention de rester dans l'entreprise deux ou trois ans, pour passer le relais, et je ne voulais pas vendre à n'importe qui », se souvient Olivier Berhault. La rencontre avec Benjamin est décisive. L'affaire est conclue en 2018, et le directeur de production est toujours fidèle au poste, à veiller sur l'équipe et imaginer la prochaine recette qu'il leur fera goûter...

Olivier Berhault, directeur de production



Cap Créole Bouillante
La Lise - Pigeon
0590 98 64 41

Cap Créole Jarry
Imm. La City
Rue Amédée Barbotteau
0690 00 78 99

Cap Créole Saint-François
Imm. Le Trézel
Chemin des Surretiers
0590 10 75 77

Rayonnement

TRADITOUR : LA CARAÏBE COMME HORIZON



Après l'expérience marquante de la Dominique en 2025, le Traditour poursuit son ouverture vers la Caraïbe. Carl Chipotel, skipper et président de l'**ANASA*** revient sur cette ambition à long terme qui vise à faire de la voile traditionnelle un vecteur de coopération régionale.

Texte Sarah Balay - Photo Mattéo Nativelle

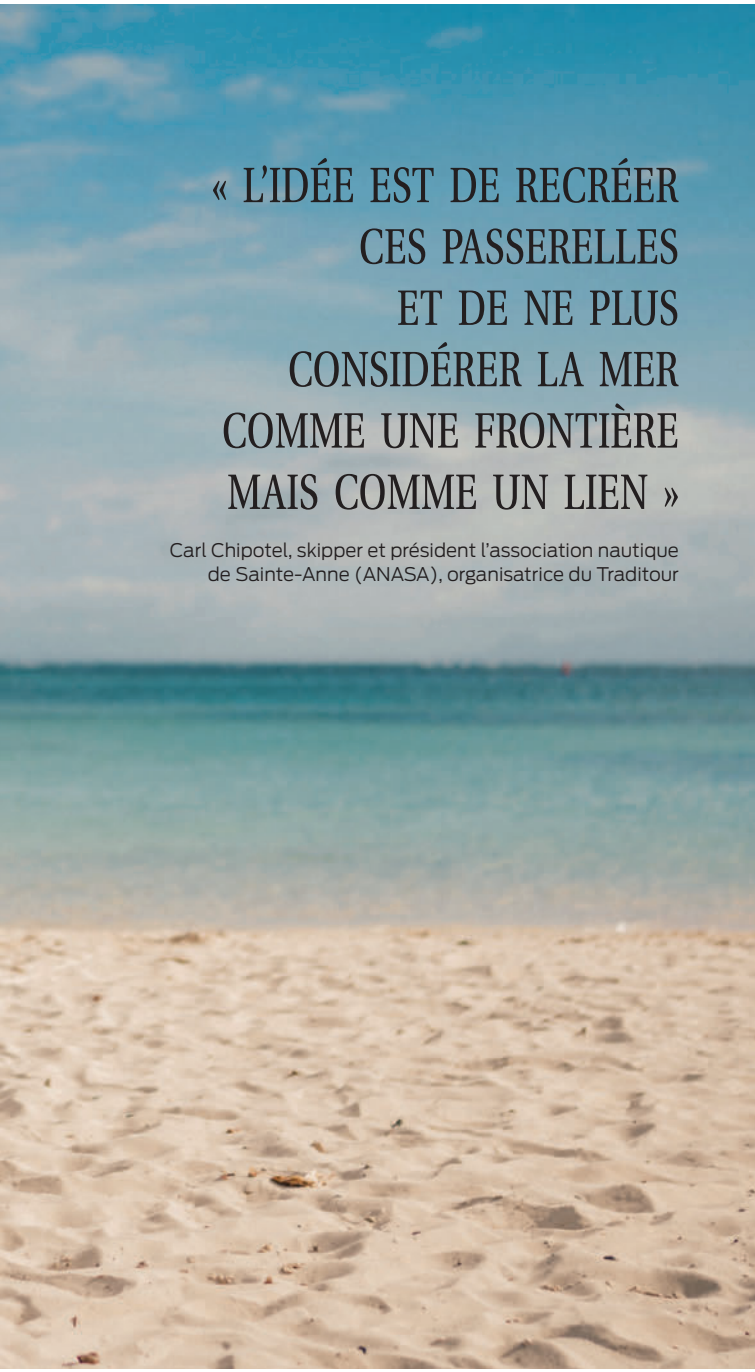
Carl Chipotel, skipper et président de l'association nautique de Sainte-Anne (Anasa), organisatrice du Traditour

Le départ depuis la Dominique en 2025 a marqué une étape importante dans l'histoire du Traditour. Quelles étaient vos ambitions en donnant à l'événement cette dimension caribéenne ?

Dans le cadre de sa candidature à l'organisation du Traditour, l'association nautique de Sainte-Anne (ANASA) a proposé une ouverture progressive de la manifestation vers son environnement caribéen à l'horizon 2028. Cette orientation, validée par la Classe des canots saintois de voile traditionnelle repose sur une conviction simple : nous partageons avec nos

voisins une histoire, une culture et une tradition maritime. L'idée est de recréer ces passerelles et de ne plus considérer la mer comme une frontière mais comme un lien.

Au-delà du défi sportif, nous sommes convaincus que l'avenir de nos territoires se construira aussi avec leurs voisins caribéens. Le Traditour n'est qu'une modeste contribution à cette dynamique. Cette ouverture doit aussi permettre à la course de toucher un public plus large et d'accompagner son développement dans les années à venir.



« L'IDÉE EST DE RECRÉER
CES PASSERELLES
ET DE NE PLUS
CONSIDÉRER LA MER
COMME UNE FRONTIÈRE
MAIS COMME UN LIEN »

Carl Chipotel, skipper et président l'association nautique de Sainte-Anne (ANASA), organisatrice du Traditour

Un an après cette expérience, quels enseignements tirez-vous de cette ouverture vers la Caraïbe ?

Cette première expérience a demandé beaucoup de travail, mais le bilan est extrêmement positif. Nous avons vécu quelque chose d'unique avec cette liaison maritime entre la Dominique et la Guadeloupe. Ces images resteront gravées dans nos mémoires et dans l'histoire de la voile traditionnelle. Surtout, des contacts ont été noués et des échanges se sont engagés. Nous avons suscité l'intérêt de nombreux

acteurs de la région et donné une première impulsion à des coopérations qui vont se poursuivre. Même les plus sceptiques ont reconnu que cette aventure avait du sens.

En 2026, l'esprit caribéen reste présent, mais sous une autre forme. Comment souhaitez-vous faire vivre cette dimension régionale dans les prochaines éditions ?

Nous espérons accueillir davantage de participants venus de la Caraïbe dès cette année, notamment de la Dominique, d'Antigua ou d'Anguilla. Mais constituer un équipage, disposer du bon support de navigation et organiser toute la logistique demandent du temps et des moyens importants. Ce qui est encourageant, c'est l'intérêt manifesté par les acteurs de la voile traditionnelle de ces pays. Certains responsables ou représentants de fédérations sont d'ailleurs invités à venir assister à la compétition.

L'édition 2026 devrait compter toutefois un équipage martiniquais masculin. D'ici à 2028, notre ambition est de voir concourir des représentants de la Dominique, d'Antigua, d'Anguilla, mais aussi de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy. Il faut simplement laisser le temps à ces projets de se construire et aux marins d'acquérir l'expérience nécessaire.

Selon vous, quel rôle le Traditour peut-il jouer dans le rapprochement des territoires de la Caraïbe autour d'un patrimoine maritime commun ?

Nous nous considérons un peu comme des militants de notre culture et de notre identité caribéenne. La mer qui nous entoure ne doit pas être perçue comme un obstacle, mais comme une richesse et une opportunité que l'on se doit d'exploiter davantage. Cette volonté n'est pas simple à concrétiser. Le rapprochement des territoires caribéens soulève des questions politiques, économiques et culturelles parfois complexes. Mais aucune barrière n'est infranchissable. D'autres régions du monde, comme l'Europe, ont démontré qu'il était possible de construire des coopérations durables malgré les différences. La Martinique, par exemple, a rejoint récemment la CARICOM communauté caribéenne.

Le Traditour est une fête populaire et une compétition sportive. Mais nous voulons aussi en faire une manifestation intelligente et consciente, qui ne se limite pas au divertissement et qui participe, à sa manière, à l'élévation collective de notre territoire.

**ANASA : Association NAutique de Sainte-Anne*

PUBLI-COMMUNIQUÉ

Retour en images sur le *road trip** pour l'emploi

Le bus Uniformation a parcouru le territoire à la rencontre des jeunes Guadeloupéens pour leur faire découvrir les métiers de la cohésion sociale.

**voyage par la route*



Bilan en quelques chiffres

- 640 personnes touchées
- 15 employeurs présents dans le bus qui ont réalisé 150 entretiens d'embauche
- + 100 offres d'emploi recensées



© Jessica Laguerre



Uniformation

www.lacohesionsocialerecruiteenguaadeloupe.fr

@ lacohesionsocialerecruite/

lacohesionsocialerecruite

05 90 82 16 13 (appel non surtaxé)

Guadeloupe@uniformation.fr



RÉTIF

BY CEP



**fait son Retour
ô Péyi**

le 10 juillet 2026



Agencement



Emballage et cadeaux



Affichage



Expédition



Étiquetage



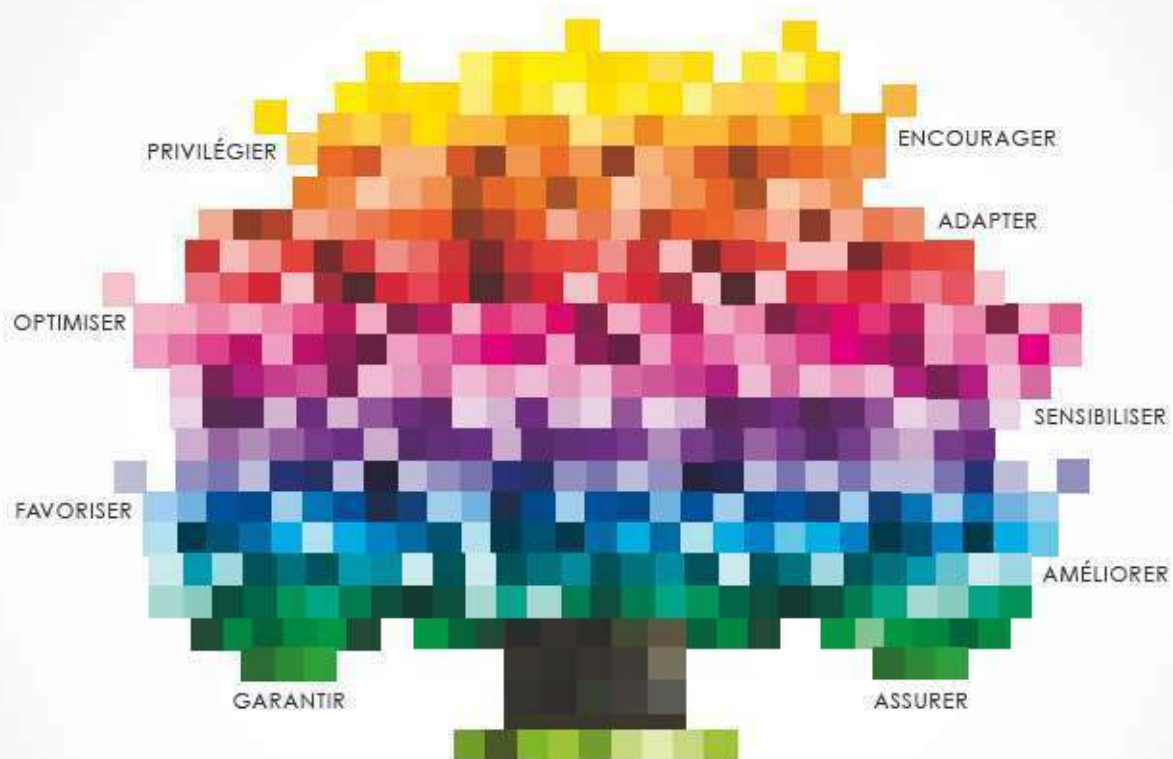
Encaissement et sécurité

 Rue Raoul Georges Nicolo Moudong Sud • Baie-Mahault

 +590 590 80 12 12

IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du développement durable



P R I M

947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex
tél. 0590 26 72 40 - mail : infos@primsas.com



CINQUANTENAIRE DE L'ÉRUPTION & DE SON EXODE

SOUFRIÈRE 76-26

Basse-Terre, Ville d'Art et d'Histoire inscrit
les mémoires de l'Éruption de manière durable sur son territoire et
dans nos habitudes en questionnant le volcan dans son environnement
-- l'île -- et en interrogeant les écosystèmes

04/07 • 09h00

Atelier Créer mon Herbarium
«La végétation volcanique»
Maison du Patrimoine

07/07 • 19h00

Conférence «PEUPLES-VOLCANS»
Christian ANTÉNER HABAZAC, Giulia GROSSMANN, Pedro JUNGER...
Auditorium Jérôme Cléry

08/07 • 10H00-12h00

Atelier Plancton #1 Le Port
«▲ la recherche de l'invisible»
Giulia GROSSMANN & Pedro JUNGER
Maison du Patrimoine

09/07 • 18H00

Exposition sonore
« SOUFRIÈRE SENSIBLE »
GUY GABON
Activation du Parcours.
Visite guidée

10/07 • 10h00

Atelier Plancton #2 Le Galion
«▲ la recherche de l'invisible»
Giulia GROSSMANN & Pedro JUNGER
Maison Coquille

• 20h30

«ÈS NOU PARÉ ?»
Concert VOUKOUUM
(Clôture du colloque scientifique
de l'Observatoire) Maison Coquille

11/07 • 18h00

Cinéma en Plein Air
«76», Olivier KANCEL (KOProd)
« Proxima B » + «Ultima»
Giulia GROSSMANN

12/07 • 07h00

SOUFRIÈRE. (Re)Découverte
Randonnée botanique & Écologique
commentée avec M. Henri Marie
(guide de moyenne-montagne).

ENTRÉES
LIBRES

POUR LE PROGRAMME DÉTAILLÉ

Informations : culture@ville-basse-terre.fr
ou +590 690 05 37 22



VILLES & PAYS D'ART & D'HISTOIRE
INSTITUT DE PHYSIQUE DU GLOBE DE PARIS
OBSERVATOIRE VOLCANOLOGIQUE ET SISMOLOGIQUE DE GUADELOUPE
06 90 00 11 33
IPGP
Par national
GUADELOUPE
à Guadeloupe



PRORENT

LOCATION DE VOITURES

Et si vous passiez au vert?



Découvrez notre large gamme de véhicules hybrides !

www.pro-rent.com

LARGE CHOIX DE VEHICULES

TARIFS ATTRACTIFS

NAVETTE AEROPORT & PORT

Z.I. JARRY

228 RUE ALFRED LUMIERE

0590 26 73 44

reservationpro-rent@orange.fr



Prorent Guadeloupe



ET SI...

*on (se) formait pour
(se) transformer ?*

Aménager le territoire, ce n'est plus seulement couler du béton, tracer des routes ou dessiner des zones d'activités. Aujourd'hui, face aux urgences climatiques, sociétales et économiques, aménager signifie anticiper, réparer et réinventer. Mais comment transformer nos espaces de vie si nous ne transformons pas d'abord notre manière de les penser ?

Gestion de l'eau

« CE CONGRÈS EST CELUI DES ENGAGEMENTS, PAS DES DÉCLARATIONS »

Guy Losbar, président du **Conseil départemental de Guadeloupe** et président du Congrès, revient sur la démarche qui a mené au Congrès des Élus sur l'eau, le 24 juin dernier. Entre concertation inédite et attentes fortes d'une population à bout, il retrace les contours d'un rendez-vous historique.

Propos recueillis par Floriane Jean-Gilles



© KSSY Foto

Guy Losbar prend la parole lors d'une rencontre avec les acteurs économiques

En quoi ce congrès peut-il marquer un tournant décisif dans la gestion de l'eau en Guadeloupe ?

Ce n'était pas un congrès de plus. L'enjeu a été de créer les conditions d'un dialogue exigeant, à la hauteur des attentes des Guadeloupéens. Nous avons voulu réunir l'ensemble des parties prenantes autour d'une question qui est vitale, au sens propre, pour notre population, et en sortir avec des orientations concrètes et opérationnelles. Un service public de l'eau plus fiable, plus équitable, plus durable, plus transparent et plus efficace : c'est ce que les citoyens attendent, et c'est ce à quoi nous devons répondre.

Quelles consultations ont été menées en amont de ce congrès ? Et qui a été associé aux discussions ?

Nous avons voulu que cette préparation soit aussi inclusive que possible. Nous avons auditionné les acteurs économiques fin mai, puis les représentants des partis politiques, les associations d'usagers de l'eau,

et enfin les présidents d'EPCI et les maires au cours de la première quinzaine de juin. Toutes les positions exprimées lors de ces rencontres seront intégrées aux travaux de la commission ad hoc chargée de rédiger les résolutions soumises au Congrès.

Quelles demandes sont remontées du terrain ?

Les usagers réclament avant tout de la transparence. Ils veulent un point d'étape sérieux sur le Programme pluriannuel d'investissement, savoir où en sont les travaux, comment ils sont financés. Ils demandent aussi que le Conseil de surveillance du SMGEAG* puisse enfin exercer pleinement son rôle — suivre, informer, apprécier les décisions stratégiques. Et il y a une attente très forte concernant les ménages les plus vulnérables, qui subissent de plein fouet les coupures sans avoir les moyens d'y faire face seuls.

Du côté des acteurs économiques, le diagnostic est sévère : la crise de l'eau pèse sur l'activité, l'emploi,

le tourisme, l'agriculture. Ils appellent à un plan d'investissement massif, à une gouvernance plus efficace, à une feuille de route avec des objectifs chiffrés et des mécanismes de suivi réels. Quant aux partis politiques, malgré leurs sensibilités diverses, le constat est partagé sur la gravité et l'ancienneté de la crise — et sur la nécessité que ce Congrès débouche sur des décisions concrètes.

Quels résultats concrets les Guadeloupéens peuvent-ils attendre à l'issue du Congrès du 24 juin ?

Nous travaillons sur trois groupes de résolutions. Le premier concerne le plan d'urgence : les fuites, les canalisations, ce qu'il faut traiter immédiatement. Le deuxième porte sur le SMGEAG lui-même et sa régie (Archipel'Eau), son déficit, son plan de redressement, la question du personnel. Le troisième est centré sur les usagers : comment accompagner les plus vulnérables, avec des dispositifs concrets comme les citernes ou une tarification sociale de l'eau telle qu'elle commence à être expérimentée à Marie-Galante.

Des mesures d'urgence sont-elles prévues à court terme en parallèle des réformes structurelles ? Notamment à destination des petites entreprises et des foyers les plus précaires.

La réforme structurelle est indispensable, mais elle ne peut pas être la seule réponse. Les Guadeloupéens qui subissent les coupures aujourd'hui ne peuvent pas attendre que les canalisations soient toutes réhabilitées. Nous savons que cela sera long et coûteux. C'est pourquoi nous travaillons sur des mesures d'accompagnement immédiates. Pour les foyers les plus vulnérables, deux dispositifs sont sur la table : le renforcement de l'accès aux citernes, pour garantir une ressource minimale en cas de coupure, et la mise en place d'une tarification sociale de l'eau, afin que le coût du service ne soit plus un facteur d'exclusion supplémentaire pour ceux qui ont déjà le moins. Ces mesures s'adressent aussi aux petites entreprises, qui absorbent en silence le coût économique de cette crise — pertes de production, équipements endommagés, clientèle perdue. L'urgence sociale et l'urgence économique sont les deux faces d'un même problème.

Êtes-vous confiant quant à l'adoption de résolutions fortes ?

La commission ad hoc s'est donné les moyens de créer un cadre favorable. Diagnostics partagés, réunions bilatérales entre le Département et la

Région, auditions de la société civile, travail régulier des membres de la commission et des services des collectivités du syndicat et de l'État... Nous faisons des propositions, nous offrons les conditions du dialogue, nous recueillons la parole des usagers. Les constats sont partagés, maintenant il faut transformer cette convergence en engagements.

Comment garantir que les décisions prises ne resteront pas lettre morte ?

Les difficultés sont sérieuses, et notre intention n'est pas de nous satisfaire de déclarations insincères. Les Guadeloupéens en ont assez des promesses. Ce Congrès doit faire date comme celui des engagements réels, vérifiables, avec des responsabilités clairement désignées.

Si vous deviez définir une priorité absolue pour les cinq prochaines années concernant l'eau en Guadeloupe, quelle serait-elle ?

La réparation des fuites et la réfection des canalisations. C'est là que tout commence. On ne peut pas parler de service public fiable tant qu'une part massive de l'eau produite se perd dans des réseaux vétustes avant même d'atteindre le robinet des usagers. C'est un non-sens technique, économique et humain. Mais pour y parvenir durablement, nous devons également compter sur Archipel'Eau, la nouvelle régie entrée en phase de

préfiguration le 1^{er} janvier 2026. Elle assume désormais la gestion de l'eau et de l'assainissement pour l'ensemble du territoire, avec une autonomie financière et opérationnelle réelle.

Les cinq années qui viennent doivent être celles de la montée en puissance de cette régie : des équipes renforcées, des investissements concrets sur les réseaux, et des résultats mesurables. Les Guadeloupéens ont été patients. Maintenant, il faut livrer.

Quel message souhaitez-vous adresser aux Guadeloupéens qui subissent encore les coupures d'eau ?

Nous les entendons. Leur souffrance est la nôtre. Nous sommes tous concernés, et c'est précisément pourquoi nous devons être à la hauteur à la suite de ce Congrès.

** Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe*

NB : Au moment de l'interview, le Congrès n'avait pas encore eu lieu

« DEUX DISPOSITIFS SONT SUR LA TABLE : LE RENFORCEMENT DE L'ACCÈS AUX CITERNES ET LA MISE EN PLACE D'UNE TARIFICATION SOCIALE DE L'EAU »

Guy Losbar, président du Conseil départemental de Guadeloupe et président du Congrès

L'EAU EN 10 CHIFFRES

2657

fuites ont été comptabilisées comme réparées en Guadeloupe (contre 4 138 en 2022). Un chiffre en hausse grâce au déploiement de commandos de recherche de fuites au quotidien.

En 2023, selon l'Observatoire de l'eau Guadeloupe.

Le réseau de canalisation date de la période 1960-1980. Aujourd'hui vétuste, jusqu'à

70%

de l'eau produite est perdue avant d'arriver chez les usagers.

« Il faudra

208 ans

pour renouveler à l'identique la totalité des sections du réseau », à raison de 15 km de conduite, en moyenne, par an.

Selon le rapport d'observation de la Chambre régionale des comptes (sur les exercices 2021 et suivants).

L'eau potable vient principalement de la Basse-Terre :

70%

sont prélevées dans les rivières,

20%

viennent des sources captées et

10%

des forages souterrains.

La tarification sociale de l'eau a été mise en place, à Marie-Galante, en 2021-2022. Elle prévoit l'attribution de « chèques eau » et des boucliers tarifaires afin que les factures d'eau ne dépassent pas

3%

des revenus des ménages les plus modestes.

120 km

Des centaines de kilomètres de canalisations doivent être rénovés. La canalisation principale de transport d'eau potable, le feeder de Belle-Eau-Cadeau, s'étend sur une distance d'environ 120 kilomètres, des Saintes à la Désirade.

Le Conseil économique, social et environnemental affirme

1/4

qu' de la population guadeloupéenne n'a accès à l'eau tous les jours.

Dans un rapport publié en octobre 2022, intitulé La gestion de l'eau et de l'assainissement dans les Outre-mer.

213 millions

Le plan pluriannuel d'investissement 2024-2027 (PPI), signé conjointement par la Préfecture de Guadeloupe, la Région, le Département et le SMGEAG, prévoit une enveloppe de 213 millions d'euros dédiée à l'eau et l'assainissement.

PUBLI-COMMUNIQUÉ

Impact + : les entrepreneurs au cœur du territoire guadeloupéen

En Guadeloupe, l'aménagement du territoire ne se joue plus uniquement par les infrastructures, mais aussi à travers l'engagement des entrepreneurs. Avec le programme Impact +, Réseau Entreprendre soutient des initiatives locales qui conjuguent développement économique et utilité sociale.

En Guadeloupe, l'aménagement du territoire ne se limite plus aux infrastructures ou aux politiques publiques. Il se construit aussi sur le terrain, au travers des initiatives entrepreneuriales qui répondent aux besoins des populations et participent activement à la transformation des territoires.

Face à une évolution démographique marquée par une baisse progressive de la natalité et des disparités entre territoires, le développement économique local devient un levier essentiel pour maintenir l'attractivité du territoire. Dans ce contexte, les entrepreneurs jouent un rôle clé. En créant des services de proximité, en innovant dans des secteurs tels que l'éducation, la santé ou l'environnement, ils contribuent directement à la vitalité des communes et à l'équilibre territorial.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit le programme **Impact + de Réseau Entreprendre Guadeloupe**. Destiné à accompagner des projets à



Line Charles-Hélène, directrice, et Sarah Duhamel, chargée de gestion administrative

fort impact économique, social ou environnemental, ce dispositif valorise des entrepreneurs engagés qui souhaitent allier performance et utilité pour le territoire. Le programme propose un accompagnement personnalisé par des chefs d'entreprise expérimentés, ainsi qu'un soutien financier sous forme de prêt d'honneur, permettant de sécuriser les premières étapes du projet.

Au-delà du financement, Impact + vise à faire émerger des entreprises solides, ancrées dans leur environnement local et capables d'apporter des réponses concrètes aux besoins du territoire. Qu'il s'agisse d'initiatives éducatives, de services à la personne ou de projets innovants, ces entreprises participent pleinement à l'aménagement du territoire en renforçant le tissu économique local.

Dans un contexte de mutation économique et sociale, soutenir ces porteurs de projet revient à investir dans l'avenir de la Guadeloupe. Avec Impact +, Réseau Entreprendre accompagne une nouvelle génération d'entrepreneurs engagés, au service d'un développement plus équilibré, durable et ancré dans la réalité du territoire.



RÉSEAU ENTREPRENDRE GUADELOUPE

C/O Groupe Amédée Barbotteau
Impasse Jean-Marie Jacquard
ZI de Jarry - 97122 Baie-Mahault
<http://www.reseau-entreprendre.org/guadeloupe/>

© Stéphane Jumet

Urbanisme

LES ARCHITECTES, « PROFESSIONNELS DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL »

L'aménagement du territoire est un sujet prioritaire. « Il détermine notre manière d'habiter aujourd'hui et notre capacité à faire face aux défis de demain », souligne Érick Halley, président du **Conseil régional de l'Ordre des architectes de Guadeloupe**.

Propos recueillis par Caroline Bablin - Photo Lou Denim



Érick Halley, président CROAG (Conseil régional de l'ordre des Architectes de Guadeloupe)

Face à des défis majeurs tels que le changement climatique et la rareté du foncier, quel regard portez-vous sur l'aménagement de notre archipel ?

La Guadeloupe est un territoire insulaire, avec des contraintes très particulières. Entre l'érosion du littoral, les problèmes d'assainissement, de pollution des sols et des eaux, et les risques liés au changement climatique, nous devons interroger nos modes d'aménagement. Sans céder à l'alarmisme, nous devons faire face à une véritable urgence : celle de définir collectivement ce que nous voulons pour la Guadeloupe de demain. Car l'aménagement du territoire n'est pas seulement une affaire de réglementation ou d'urbanisme. Il interroge la manière dont nous organisons nos villes, nos déplacements, nos espaces naturels ou nos équipements. Tout cela conditionne notre qualité de vie.

En quoi le rôle de l'architecte a-t-il évolué ces dernières années ?

Nous ne pouvons plus concevoir ni construire comme nous le faisons hier. L'architecte est aujourd'hui amené à intégrer, dès la conception, les questions de résilience face aux risques naturels, de sobriété foncière, de confort et de qualité environnementale. Cette évolution est positive, car elle remet en lumière la véritable portée de notre profession et de notre expertise. Car avant de bâtir, il faut penser l'aménagement : comprendre un territoire, ses fragilités, ses ressources, ses usages et ses perspectives de développement. C'est le message que nous portons aujourd'hui à travers l'Ordre des architectes : les architectes ne sont pas seulement des concepteurs de bâtiments ; ils sont des professionnels de l'intérêt général, capables d'accompagner les décideurs dans la définition d'une vision cohérente et durable du territoire.

Le dispositif « Un maire, un architecte » prône une collaboration étroite entre les municipalités et votre profession. En quoi cela consiste-t-il ?

Avant même de parler de construction, il faut se poser les bonnes questions : quel développement je veux pour ma commune ? Comment préserver son identité ? Répondre aux besoins des habitants tout en tenant compte des contraintes foncières et environnementales ? Ce dispositif vise à sensibiliser

les maires sur l'importance de se faire accompagner par un architecte pour donner une cohérence d'ensemble aux choix qui sont faits, qu'il s'agisse de programmation urbaine, de revitalisation de centre-bourg, de résorption d'habitat dégradé, ou de transition écologique et énergétique, etc. C'est en construisant ce dialogue en amont que nous pourrions imaginer des communes plus résilientes, plus attractives et davantage en phase avec les attentes de leur population.

On parle beaucoup de réhabilitation, quels sont les enjeux aujourd'hui ?

Avec le développement des centres commerciaux, les centres-bourgs ont perdu de leur attractivité. Le logement a aussi fui la ville pour s'installer en lotissement

ou à la campagne, sans oublier les problématiques d'indivision... Les centres-villes se sont paupérisés au fil des ans, laissant à l'abandon de nombreux bâtiments et parcelles, ainsi qu'un héritage patrimonial majeur. Dans le même temps, des opérations d'envergure sur des parcelles isolées en campagne, non viabilisées, ont participé au mitage urbain et créé des problématiques de transports publics et d'assainissement. Forts de ce constat et de la pression foncière due à notre insularité, nous

n'avons d'autre choix que de militer pour la réhabilitation des villes et des bâtiments qui les composent. On peut d'ailleurs saluer les initiatives de Terres Caraïbes dans ce domaine.

Compte tenu des contraintes de mise aux normes parasismiques, anticycloniques, etc. est-il aujourd'hui plus complexe ou plus coûteux de réhabiliter que de construire à neuf ?

Tout dépend du projet... L'architecte fait d'abord un diagnostic afin d'évaluer la vulnérabilité du bâtiment. Il analyse aussi les aspects techniques et réglementaires. Puis il s'assure des capacités d'adaptation du programme dans l'enveloppe existante. Il s'avère que sur des opérations en centre urbain, il est parfois plus rentable de restaurer que de démolir et reconstruire. Chaque projet de réhabilitation doit être évalué au cas par cas, et l'architecte est aux côtés du maître d'ouvrage pour le conseiller.

« L'ARCHITECTE A UN RÔLE ESSENTIEL À JOUER AUPRÈS DES ÉLUS PARCE QU'IL EST CAPABLE DE TRADUIRE UNE VISION POLITIQUE EN PROJET D'AMÉNAGEMENT CONCRET »

Érick Halley, président du Conseil régional de l'Ordre des architectes de Guadeloupe



Rénovation

UN HUB MARITIME AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Grâce à des investissements massifs, la **Marina Bas-du-Fort** relève le défi d'une attractivité renouvelée.

Transition écologique, économie bleue et standards internationaux du nautisme sont quelques-unes des notions clefs, présentées par son PDG, Hervé Dorvil.

Texte Anne de Tarragon

Quels sont les investissements réalisés et à venir ?

Depuis 2022, la Marina de Bas-du-Fort conduit un vaste programme de modernisation et de rénovation de ses infrastructures afin de renforcer son attractivité et répondre aux standards internationaux de la plaisance.

En 2025, près de 8 millions d'euros d'investissements ont été engagés pour la rénovation des pontons, la modernisation des réseaux techniques, l'amélioration des sanitaires, la réhabilitation des berges, le renforcement des équipements de sécurité. Le programme de transition énergétique s'est poursuivi avec l'installation d'ombrières photovoltaïques et de

bornes de recharge pour véhicules électriques. Cette stratégie contribue à diminuer notre dépendance aux énergies fossiles, à limiter les émissions de gaz à effet de serre et à maîtriser durablement les coûts d'exploitation.

Pour 2026, des opérations structurantes sont prévues pour plus de 930 000 € : extension du quai technique, traitement des abords de la capitainerie, construction du bâtiment accueillant le restaurant mythique « La route du rhum », les services administratifs de la marina ainsi qu'un espace de coworking avec bureaux en location à la journée et une salle de conférence, ainsi que le rooftop très attendu par la communauté pointoise et gosierienne. La Marina s'appuie sur un personnel qualifié, composé de 9 femmes et de 15 hommes dont certains ont plus de 28 ans d'ancienneté. Contribuant à la bonne réputation de l'outil, ils sont déployés en six services qui recouvrent nos trois grands pôles d'activités : l'accueil et les services aux plaisanciers, la gestion locative et la zone technique. Après la phase intensive des travaux, la priorité est dorénavant à l'amélioration du cadre de vie, l'animation et la cohésion interne.

Comment avez-vous valorisé l'attractivité économique et touristique de la Marina ?

La Marina de Bas-du-Fort est aujourd'hui l'une des



Marina Bas-du-Fort

principales portes d'entrée du nautisme dans la Caraïbe française. Parce qu'elle concentre un écosystème complet d'activités liées à la mer, elle est un maillon essentiel de l'économie bleue innovante et responsable en Guadeloupe. Les investissements réalisés intervenus sur la qualité des infrastructures, la diversification des services et l'amélioration du cadre de vie, ont permis d'attirer davantage de plaisanciers, de professionnels du nautisme, d'entreprises de services maritimes, renforçant l'image d'une destination nautique de l'archipel. Mais aussi une clientèle locale et touristique qui fréquente les commerces, restaurants et activités du site. Aujourd'hui, la Marina est un véritable pôle économique générateur d'emplois directs et indirects.

Comment préparez-vous l'accueil de la Route du Rhum 2026 ?

C'est effectivement un rendez-vous majeur pour la Guadeloupe et pour la Marina. Les travaux actuels visent à accroître les capacités d'accueil des navires, à fluidifier les opérations portuaires et à offrir aux skippers et à leurs équipes un environnement de travail performant, répondant aux standards des grandes compétitions internationales, tout en assurant au public un accueil sécurisé et de qualité : quais mieux équipés, accès facilités aux réseaux d'eau et

d'électricité, espaces techniques adaptés aux besoins de maintenance, accompagnement logistique renforcé et meilleure coordination des différents intervenants. Nous souhaitons faire de cette édition 2026 une vitrine du savoir-faire guadeloupéen et des ambitions de la Marina en matière de développement durable, d'innovation et d'excellence touristique.

En conclusion, en quoi la Marina est-elle aujourd'hui un véritable équipement structurant pour le territoire ?

La Marina est un moteur économique et touristique pour la Guadeloupe, générant de l'activité pour de nombreuses entreprises locales, favorisant l'emploi, participant à l'attractivité du territoire et soutenant le développement de la filière maritime. Elle est également devenue un laboratoire de la transition écologique appliquée au monde portuaire.

Enfin, la Marina joue un rôle d'aménageur du territoire. Elle est un lieu de vie, de rencontre, de commerce, de loisirs et de rayonnement régional. Son développement contribue directement à renforcer la compétitivité et l'image de la Guadeloupe dans la Caraïbe. Notre ambition est claire : faire de la Marina de Bas-du-Fort une référence caribéenne, à la fois performante, durable et ouverte sur son territoire.

Engagement

PRÉVENIR LES RISQUES AVANT LES SINISTRES

Assurance Outremer est un assureur qui défend un modèle mutualiste basé sur la proximité et la réactivité, dans un contexte où, la protection reste un enjeu majeur pour particuliers et entreprises face aux événements climatiques.

Texte Sarah Balay – Photo Lou Denim



Elie Uranie (chargé de clientèle professionnelle),
Claudia Ramothe (chargée de clientèle et coordinatrice)
et Richard Crater (responsable d'agences)

Quels avantages apporte votre modèle mutualiste et indépendant face aux assureurs appartenant à des groupes ?

Richard Crater, responsable d'agences Assurance Outremer : Assurance Outremer est effectivement une société à forme mutualiste, donc sans actionnaires, avec une logique qui n'est pas celle du profit, mais de la satisfaction client. Nous disposons d'un conseil d'administration et de compétences à forte valeur ajoutée localisées aux Antilles. Toute la chaîne de valeur de l'assurance y est hébergée, avec des expertises développées sur le territoire. Nous comptons aujourd'hui plus de 56 000 sociétaires. Cette organisation apporte proximité et réactivité.

Sur les risques professionnels, nous nous déplaçons systématiquement pour analyser la situation, échanger avec le dirigeant et adapter la couverture à la réalité du terrain. Lors de situations particulières ou de sinistres, nous pouvons intervenir rapidement

Pendant la saison cyclonique, quels points doivent retenir l'attention des entreprises ?

Elles doivent surtout vérifier que leurs garanties soient adaptées à la réalité de leur risque, notamment face aux événements climatiques, mais aussi en cas d'incendie ou de dégâts des eaux. Un point important demeure la perte d'exploitation, souvent sous-estimée. Calculée sur le chiffre d'affaires, elle permet de redémarrer l'activité après un sinistre important. Après un événement majeur, une entreprise peut perdre son matériel, ses marchandises et ne plus pouvoir fonctionner. Sans cette garantie, la reprise d'activité peut être très compliquée, particulièrement pendant la période cyclonique. La protection juridique permet aussi d'être accompagné sur les litiges avec les tiers.

Particuliers ou entreprises sont-ils, selon vous, insuffisamment assurés aux Antilles ?

Oui malheureusement. Aujourd'hui, environ 40 % des logements ne seraient pas couverts aux Antilles. Certaines entreprises ne sont pas assurées, souvent parce que l'optimisation des charges et de la trésorerie sont prioritaires. L'assurance reste parfois une préoccupation secondaire jusqu'au jour où survient un sinistre. Après un incendie ou une catastrophe naturelle, les conséquences peuvent être très importantes, aussi bien pour l'activité que pour les biens ou vis-à-vis des tiers.

Dans ce contexte, l'absence d'assurance ou une couverture insuffisante peut avoir de lourdes conséquences, d'où l'importance d'être correctement couvert via nos solutions d'accompagnement.

Assurance Outremer

accueil@assurance-outremer.fr
assurance-outremer.com



UN DIAGNOSTIC GRATUIT EN 3 ÉTAPES SIMPLES

L'expertise locale d'AMOM
au service de votre entreprise,
en Martinique et en Guadeloupe.

Asiré pa pétèt!

**CONTACTEZ-NOUS
DÈS AUJOURD'HUI**

0596 73 09 70

0590 89 45 03

accueil@assurance-outremer.fr

assurance-outremer.com

1 Échangez avec nos experts

2 Laissez vos coordonnées

3 Soyez rappelé rapidement

MULTIRISQUES PROFESSIONNELLE
(DONT RESPONSABILITÉ CIVILE)

PRÉVOYANCE COLLECTIVE

AUTO PROFESSIONNELLE

PROTECTION JURIDIQUE

SANTÉ COLLECTIVE



EXPERTISE
LOCALE



VISION 360°



SOLUTIONS
ADAPTÉES



ACCOMPAGNEMENT
HUMAIN

Logement social

« NOUS SOMMES SUR UNE BOMBE À RETARDEMENT »

Baisse des aides de l'État, chantiers bloqués à cause d'un réseau d'assainissement collectif défaillant, et menace de nouvelles taxes... Thierry Romanos, président de l'**ARMOS**, Association régionale des maîtres d'ouvrages sociaux, tire le signal d'alarme.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim



« Il y a 10 ans, on finançait environ 1 300 logements sociaux par an. Cette année, on va en construire à peine 200 », déplore Thierry Romanos, président de l'ARMOS (Association régionale des maîtres d'ouvrages sociaux) de Guadeloupe. La raison ? Une baisse drastique de la LBU, ligne budgétaire unique, une aide de l'État pour financer les logements en Outre-mer et rattraper les retards structurels dus à notre insularité et à l'application tardive de nombreux dispositifs. Les surcoûts sont bien réels (+ 40 % en moyenne) liés aux exigences parasismiques, paracycloniques et à l'absence de filière locale de déchets amiantés. Il y a 10 ans, la LBU s'élevait à 50 millions d'euros, contre 24 millions en 2025... Et seulement 15 millions d'euros cette année.

« Dans un territoire où 80 % de la population est éligible au logement social, un tiers des Guadeloupéens vivant sous le seuil de pauvreté, c'est intenable ! Nous avons actuellement 16 000 demandes de logement en attente », alerte Thierry Romanos. « La LBU, c'est l'application de la solidarité nationale pour maintenir des loyers accessibles dans nos territoires. Si nous, bailleurs, ne sommes plus en mesure de construire des logements décents, avec des loyers abordables, c'est la cohésion sociale qui est en péril... Nous sommes sur une bombe à retardement ! »

L'assainissement collectif défailant

À ces difficultés liées à la baisse de la LBU, viennent s'ajouter des contraintes structurelles, telles que la fragilité du tissu d'entreprises du

BTP ou encore les défailances du réseau d'assainissement collectif.

« En Guadeloupe, le secteur du BTP est composé d'une majorité de petites entreprises aux capacités financières limitées, ce qui freine l'absorption des grands programmes et allonge les délais », constate Thierry Romanos, qui plaide pour la création de groupements d'entreprises. Quant à l'assainissement collectif, les défailances sont telles que les permis de construire sont bloqués en raison des réseaux qui ne sont pas dimensionnés pour accueillir de nouveaux logements. Problème : le recours à des microstations d'épuration est interdit par le SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) actuellement en vigueur. « Le SMGEAG, lui, veut nous imposer une contribution de 8 000 euros par logement construit : la PFAC, participation pour le financement de l'assainissement collectif. Ce qui reviendrait à faire financer par les bailleurs sociaux – et donc par les locataires les plus modestes – une infrastructure collective, sans en maîtriser les délais, ni les modalités de mise en œuvre », fait remarquer Thierry Romanos. Aussi les bailleurs sociaux refusent-ils de payer sans avoir la pleine garantie que les travaux nécessaires seront effectivement réalisés et que les blocages seront bien levés.

Et puisque le SDAGE doit être révisé en 2027, l'ARMOS demande que soit à nouveau autorisée la construction de microstations d'épuration dans les résidences, en attendant la mise en conformité du réseau d'assainissement collectif. « Nous le faisons avant. Celles qui existent

fonctionnent et nous en assurons l'entretien nous-mêmes. »

Enfin, les maîtres d'ouvrage sont sous la menace de l'entrée en vigueur du MACF, mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne. Une taxe qui s'appliquerait sur les matériaux importés d'un pays hors Union européenne, ciment et acier notamment. L'ARMOS a demandé une dérogation pour les régions ultrapériphériques.

« Un véritable régulateur sociétal »

Toutes ces difficultés mettent à mal le secteur du logement social à un moment où il est en pleine mutation pour s'adapter aux évolutions démographiques et de transition énergétique. Aujourd'hui, les anciens T4 et T5 sont obsolètes. Beaucoup de foyers sont des personnes seules ou des familles monoparentales, et la demande se concentre sur les T2 et T3. « Le logement social est un acteur de la cohésion sociale et un régulateur sociétal », insiste Thierry Romanos. Les nouvelles résidences sont pensées à taille humaine, plus horizontales, avec des jardins partagés notamment. D'anciennes tours nécessitent aujourd'hui des travaux de démolition-reconstruction qui ne peuvent plus attendre.

« La problématique du logement social est structurelle et multifactorielle. Il faut que la politique publique de l'habitat soit une priorité de l'État et des collectivités », conclut Thierry Romanos. « La LBU doit être sanctuarisée, pluriannuelle et rester le socle de financement du logement social. »

Développement

UN NOUVEAU NOM, UN TERRITOIRE ÉLARGI !

La SEMAG devient **SEMAAG**. Une évolution qui traduit l'élargissement de son action à l'échelle des Antilles et de la Guyane et confirme son ambition d'accompagner les grands projets de développement de ces territoires. Sa présidente, Betty Armougon, revient sur les enjeux de cette nouvelle étape.

Texte Sandrine Chopot – Photo Lou Denim



Betty Armougon, présidente de la SEMAAG

Vous êtes la présidente de la SEMAAG, connue pendant près de quarante ans sous le nom de SEMAG. Pourquoi ce changement de dénomination ?

La SEMAG a été créée pour accompagner le développement et l'aménagement de la Guadeloupe. Au fil des années, elle a élargi ses compétences dans la promotion immobilière, la construction et l'aménagement, tout en développant ses activités en Martinique. Nous avons récemment été sollicités en Guyane pour des projets structurants.

Il était donc naturel que notre nom reflète cette évolution. SEMAAG signifie désormais Société d'économie mixte d'aménagement des Antilles et de la Guyane. Cette nouvelle dénomination traduit la réalité de notre action : celle d'un acteur régional engagé au service du développement des territoires aux Antilles-Guyane.

Ce changement de nom ne marque pas une rupture, mais la continuité d'un engagement qui s'est progressivement élargi.

Doit-on désormais dire « SEMA-AG » ou continue-t-on à dire « SEMAG » ?

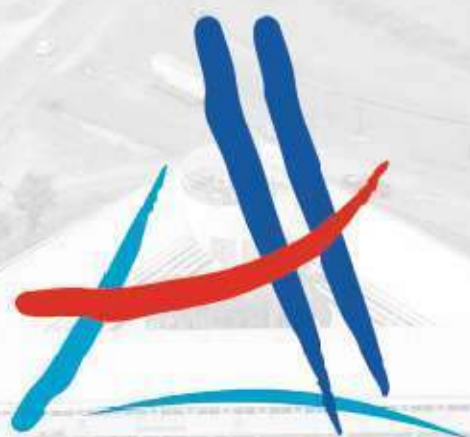
On continue à dire « SEMAG ». La prononciation ne change pas. Nous avons simplement ajouté un deuxième A pour mieux refléter notre présence dans les Antilles et en Guyane. La SEMAAG reste la même entreprise, avec les mêmes valeurs, la même expertise et la même proximité avec les territoires.

Qu'est-ce qui distingue aujourd'hui la SEMAAG des autres acteurs du secteur ?

Notre principale force est notre connaissance des réalités antillo-guyanaises. Nous travaillons sur ces territoires, nous y vivons et nous en comprenons les spécificités. Cette proximité nous permet d'accompagner des projets complexes tout en restant attentifs à leur impact concret sur la vie des habitants. La crise du financement du logement social et l'effondrement de la LBU, ligne budgétaire unique, fragilisent la production de logements alors que près de 16 000 demandes restent non satisfaites. Face à cette situation, nous développons des réponses adaptées aux besoins des jeunes, des familles et des seniors, avec une approche fondée sur des parcours résidentiels évolutifs.

Notre modèle multi-activités constitue également un atout. Aménagement, promotion immobilière, construction et gestion d'équipements touristiques : cette complémentarité nous permet d'apporter des réponses globales aux enjeux de développement. Au-delà de la construction, notre ambition est de contribuer à des territoires plus attractifs, plus résilients et plus agréables à vivre pour les générations futures.

La SEMAG évolue
et devient la SEMAAG.



SEMAAG

Société d'Économie Mixte d'Aménagement
des Antilles Guyane



S'engager pour vous est dans notre nature

DES BORNES DE RECHARGE SUR TOUTE LA GUADELOUPE POUR VOUS ACCOMPAGNER DANS VOTRE QUOTIDIEN.



Porté par le Sy.MEG, le Schéma Directeur d'infrastructures de recharge de véhicules électriques remplit son objectif : déployer 108 stations de recharge dans les communes ayant transféré leur compétence.



- Borne en service
- Mise en service prochainement



rechargesguadeloupe.fr

Accédez à la carte interactive des bornes de recharge du Sy.MEG.



* Valeur indicative, variable selon le véhicule, la température, le niveau de batterie et le style de conduite

GRANDE FIAT PANDA ELECTRIC

L'électrique qui a tout d'une grande.

> Jusqu'à 320 km d'autonomie



Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer

FIAT



FIAT GUADELOUPE POINTE-À-PITRE & BAILLIF • 0590 93 89 89

FIAT GRANDE PANDA ELECTRIC : Consommation mixte WLTP (l/100km) : 16,8 - Émissions de CO2 WLTP (g/km) : 0

Habitat

RECONQUÉRIR LE CENTRE- VILLE!

À Pointe-à-Pitre, la résidence Magnificence portée par la **Société Pontoise d'HLM** de Guadeloupe (SP HLM) bouscule les codes de l'accession sociale à la propriété. Rencontre avec Dominique Joly, son directeur général.

Texte Sandrine Chopot – Photo Lou Denim

L'intégration d'un restaurant panoramique au 5^e étage d'un projet d'accession sociale est une première. Comment ce choix audacieux redéfinit-il le concept traditionnel du logement social et comment va-t-il contribuer à la redynamisation culturelle et économique du Quai Foulon ?

Réalisée en partenariat avec la Ville de Pointe-à-Pitre et l'Établissement public foncier (EPF) de Guadeloupe, la résidence Magnificence s'inscrit dans le plan d'actions du programme Action Cœur de Ville de Pointe-à-Pitre qui vise à redynamiser et à rénover le centre-ville.

Les quinze logements (T3-T4) en accession sociale, les quatre places de parking, les trois commerces en pied d'immeuble et le restaurant panoramique participent à la création d'un véritable lieu de vie. Situé au cinquième étage, le restaurant haut de gamme offrira une vue exceptionnelle sur la rade et Basse-Terre.

Il a vocation à devenir une adresse de référence et un lieu d'animation, capable d'attirer les Guadeloupéens comme les visiteurs. Il contribuera ainsi à l'attractivité économique, culturelle et touristique du cœur de Pointe-à-Pitre.

Véronique Bigeard a intégré un jardin intérieur suspendu sur la dalle du premier étage. Quelle a été la genèse de cette idée et comment cet espace végétalisé a-t-il été pensé pour offrir un îlot de fraîcheur et de convivialité au cœur d'une zone urbaine dense ?

Les contraintes d'urbanisme imposaient une cour intérieure à partir du premier étage. L'architecte a transformé cette obligation en opportunité en créant un jardin suspendu accessible à tous les copropriétaires. Cet espace végétalisé apporte aux habitants de la fraîcheur dans un environnement urbain dense, mais aussi une véritable qualité de vie. Pensé comme un lieu de rencontre et de convivialité, il favorise les échanges entre voisins et renforce le sentiment d'appartenance à une communauté.

Entre les panneaux photovoltaïques en autoconsommation et les cuves de secours pour l'eau potable et pluviale, « Magnificence » se positionne comme un modèle de résilience face aux coupures et aux enjeux climatiques. Pouvez-vous nous expliquer comment cette infrastructure technique sécurise le quotidien des résidents ?

Depuis plusieurs années, la SP HLM développe des solutions adaptées aux spécificités du territoire. Magnificence en est une illustration concrète. La résidence est équipée de panneaux photovoltaïques en autoconsommation collective, permettant de réduire les dépenses énergétiques des résidents. Les logements disposent également de chauffe-eau thermodynamiques. La question de l'eau a également été intégrée dès la conception du projet. Une réserve collective d'eau potable permet de faire face aux coupures, tandis qu'une seconde cuve récupère les eaux pluviales pour alimenter les chasses d'eau et l'arrosage des espaces verts.

Ces équipements démontrent qu'il est possible de conjuguer innovation, sobriété et résilience tout en améliorant le quotidien des habitants et en répondant aux problématiques concrètes du territoire.

« AVEC MAGNIFICENCE, NOUS PARTICIPONS À LA RECONQUÊTE DU CENTRE-VILLE ET INVENTONS UNE NOUVELLE MANIÈRE D'HABITER POINTE-À-PITRE : ACCESSIBLE, INNOVANTE ET TRANSFORMATRICE ! »

Dominique Joly, directeur général de la SP HLM

Proposer 15 logements en accession sociale à la propriété (PSLA) avec des prestations aussi haut de gamme et un tel emplacement en centre-ville est rare. Quel message fort la SP HLM souhaite-t-elle envoyer aux familles guadeloupéennes à travers ce projet ?

La résidence Magnificence s'impose comme un repère architectural fort. Impossible de la manquer lorsque l'on longe le quai ! Loin des clichés des barres de béton, l'architecte a réinterprété les codes de l'architecture créole à travers la résidence, qui s'inscrit dans

l'histoire de Pointe-à-Pitre tout en ouvrant une nouvelle vision de l'habitat urbain.

Pionnière en Guadeloupe sur le dispositif PSLA, la SP HLM permet à des ménages modestes de devenir propriétaires dans un cadre sécurisé. À travers ce projet, nous affirmons une conviction : l'accession sociale à la propriété peut conjuguer qualité, innovation et emplacement premium. Au-delà de l'accompagnement financier, la SP HLM suit les familles à chaque étape de leur parcours et propose des garanties spécifiques. En cas d'accident de la vie, nous pouvons racheter le logement et reloger le ménage dans notre parc social. Avec Magnificence, nous participons à la reconquête du centre-ville et inventons une nouvelle manière d'habiter Pointe-à-Pitre : accessible, innovante et transformatrice !



ENTREPRENDRE À DISTANCE, AGIR SUR LE TERRAIN

Services

Étudiant en aéronautique à Perpignan, Allan Bourgeois, pilote **Marakuja**, une conciergerie implantée en Guadeloupe. Une aventure entrepreneuriale née d'un besoin concret et développée autour d'un réseau de proximité au service des propriétaires et des voyageurs.

Texte Sarah Balay



©Tous droits réservés

Allan Bourgeois, gérant de Marakuja Conciergerie

Pourquoi avoir choisi d'entreprendre pour la Guadeloupe depuis la France ?

Je suis parti dans l'Hexagone pour me former aux métiers de l'aéronautique, mais sans couper le lien avec la Guadeloupe. La gestion d'une conciergerie de locations saisonnières est réalisable à distance. Aujourd'hui, je gère une dizaine de biens, du studio à la villa, et pilote les échanges avec les propriétaires, les réservations et l'organisation générale. Un réseau de prestataires de confiance assure la présence sur le terrain. Cette organisation me permet de rester actif et proche des besoins des propriétaires et des vacanciers, tout en poursuivant mes études.

Pourquoi la location saisonnière séduit-elle de plus en plus ?

Les voyageurs recherchent davantage de liberté et d'autonomie. La location saisonnière permet de

disposer d'un logement entier, de gérer son séjour à son rythme, souvent à un coût plus accessible que l'hôtellerie. Cette évolution crée de nouveaux besoins pour les propriétaires qui vivent hors du territoire ou manquent de temps pour assurer l'accueil des vacanciers, l'entretien du logement et la gestion des imprévus. C'est là que la conciergerie apporte une réponse.

Ces dernières années, les conciergeries se sont multipliées sur le territoire. Avez-vous pensé à faire évoluer votre offre ?

La conciergerie ne doit pas se limiter au ménage et à la remise des clés. J'aimerais enrichir l'expérience des locataires grâce à notre réseau de partenaires locaux, en les orientant vers des activités, des excursions ou des services adaptés à leurs envies. L'objectif est de renforcer cette qualité d'accompagnement, tout en développant progressivement notre présence sur d'autres territoires.

Une idée née d'un besoin concret

En 2022, Allan Bourgeois, Brandon Batilde et Raphaël Marie, souhaitent créer leur propre activité en Guadeloupe. L'idée naît d'une difficulté rencontrée par un proche pour gérer un logement en location saisonnière à Saint-François. Remise des clés, accueil des voyageurs, suivi du bien : les trois amis y voient un besoin partagé par de nombreux propriétaires. Ils fondent alors Marakuja Conciergerie le 9 décembre 2022. Après des débuts portés par le bouche-à-oreille, l'activité gagne en visibilité dès 2023. Aujourd'hui, Allan Bourgeois, 27 ans, en assure seul la direction.

Orange met le cap sur demain.

Orange traverse l'océan à la voile pour livrer la Guadeloupe.

Pour la deuxième année consécutive, Orange a fait le choix d'expédier du matériel réseau et des équipements terminaux vers la Guadeloupe à bord d'un navire cargo à voile. Une traversée atlantique sans fioul, portée par les alizés. Un acte concret, au service d'un réseau toujours plus décarboné, en cohérence avec son programme "Agir Au Péyi"

La force du vent, au service du réseau

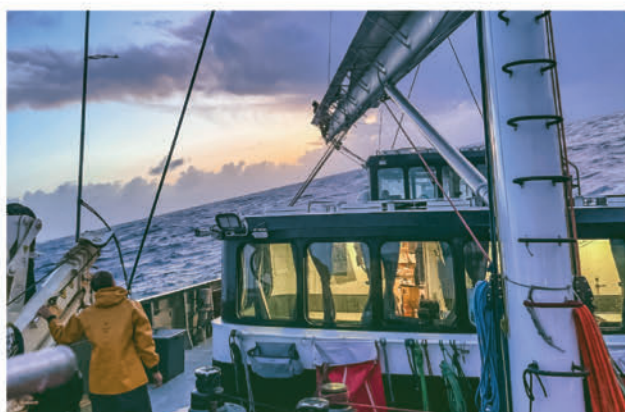
Le 11 avril 2026, depuis le port de Saint-Malo, le Grain de Sail II — navire cargo vélique — a pris la mer, chargé de vingt palettes de matériels Orange à destination de la Guadeloupe. À son bord, 20 palettes de matériel : des Livebox 7, des Livebox S, et des kilomètres de câble fibre optique FTTH — le matériel du quotidien, celui qui connecte les foyers et les entreprises. Mais cette fois, c'est le trajet lui-même qui fait la différence.

Pas de fioul lourd. Pas d'émissions. Un matériel pour les connexions de demain, transporté par un carburant qui existait bien avant que les porte-conteneurs ne se mettent à traverser l'Atlantique : le vent.

"C'est concrètement une économie de carbone qui équivaut à plus de 44 allers-retours Paris Marseille."

Hélène Kichenassamy,

Responsable Système de Management
de l'Environnement chez Orange



Un deuxième essai qui confirme une ambition

Ce voyage n'est pas un coup d'essai. En 2025, Orange avait déjà ouvert cette route avec une première expérimentation similaire. Le résultat avait été suffisamment concluant pour que les équipes Supply Chain (approvisionnement) du groupe remettent le cap dans la même direction, un an plus tard, avec la même conviction : la logistique durable n'est pas une option, c'est une trajectoire.

"Ce projet témoigne de l'engagement d'Orange à innover dans ses processus logistiques, en explorant des solutions plus durables."

Hélène Kichenassamy,

Responsable Système de Management
de l'Environnement chez Orange

Une formule sobre, mais qui recouvre une réalité opérationnelle exigeante : coordonner les fournisseurs, les prestataires logistiques, les délais maritimes, et les contraintes propres au transport vélique — tout cela, pour un réseau guadeloupéen toujours plus vert, et toujours plus Orange.



L'ambition : faire de la voile une norme

Chez Orange, l'objectif ne s'arrête pas à ces expérimentations. Avec l'augmentation progressive du nombre de navires cargo à voile dans les années à venir, le Groupe entend se positionner comme un acteur de référence de ce mode de transport décarboné — et intégrer pleinement la voile dans ses processus opérationnels habituels.

Un changement de paradigme qui prend du sens, surtout pour les territoires ultramarins, historiquement dépendants du fret maritime conventionnel, et particulièrement exposés aux effets du dérèglement climatique.

"C'est une étape importante sur la voie de la décarbonation. Nous avons des objectifs d'être zéro carbone en 2040."

Christophe Duval

Responsable Environnement Territorial

Chiffres Clés

20 palettes	expédiées par voie maritime vélique
Economie Carbone	90% (comparés à un mode de transport maritime classique)
Dates	Saint-Malo, 11 avril 2026 arrivée en Guadeloupe le 22 mai 2026

Réseaux

UN PARTENAIRE DE CONFIANCE... EN TOUTES CIRCONSTANCES !

Contribuer à renforcer l'inclusion numérique et accompagner la transformation digitale des territoires, voici la feuille de route de Thierry Marigny, nouveau directeur **Orange Antilles Guyane**. Entretien.

Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim



Thierry Marigny, directeur Orange Antilles Guyane

Quel est votre parcours ?

J'ai occupé diverses fonctions opérationnelles et stratégiques, dans le secteur des télécommunications, en France et à l'international. De 2023 à aujourd'hui, j'ai été le directeur d'Orange Grand Nord-Est dans l'Hexagone. De 2018 à 2023, j'ai travaillé au développement du groupe Orange dans la zone Afrique et Moyen-Orient, en tant que CEO d'Orange Jordanie et d'Orange Tunisie. Auparavant, j'ai travaillé au Sénégal, au Liban, en Belgique et exercé de nombreuses responsabilités au sein du groupe Orange, du marketing mobile au développement de la marque. Mon parcours m'a permis de développer une expertise en déploiement de réseaux, en gestion de projets innovants et en adaptation des stratégies aux spécificités locales. Aujourd'hui, je suis honoré de diriger les opérations d'Orange aux Antilles-Guyane.

Quelle est votre feuille de route pour Orange Antilles-Guyane ?

L'ambition d'Orange est d'être le partenaire de confiance de la vie numérique de tous. Pour les Antilles-Guyane, notre priorité est d'accroître la couverture et la qualité de nos réseaux, notamment en déployant la fibre optique et la 5G pour garantir à tous un accès au très haut débit. Orange a déjà déployé la majorité des prises FTTH sur nos territoires. Nous allons poursuivre, y compris dans les zones difficiles. Orange est également leader sur le mobile dans nos territoires, pour la septième fois consécutive, comme le confirment les résultats de l'enquête annuelle de l'ARCEP sur la qualité des services mobiles. Notre ambition est de conserver ce leadership.

Nous souhaitons également renforcer la résilience de nos infrastructures face aux aléas climatiques, tout en développant des services innovants pour répondre aux besoins locaux. Enfin, nous continuerons à promouvoir l'inclusion numérique en facilitant l'accès aux outils numériques pour tous les habitants des Antilles et de la Guyane, notamment dans les zones rurales et isolées. Bref, continuer à faire d'Orange un acteur incontournable dans chacun des territoires.

Quels sont les défis numériques spécifiques à nos territoires ?

Les territoires ultramarins font face à plusieurs défis : l'insularité qui complique le déploiement des infrastructures, la topographie variée qui nécessite des

solutions adaptées, les risques climatiques fréquents qui peuvent fragiliser les réseaux. Nous investissons dans des infrastructures robustes, conçues pour résister aux intempéries. Cela passe par des solutions de redondance (plusieurs chemins de connexion) et de diversification des technologies (fibre, satellite, radio) pour garantir une couverture même en cas de catastrophe. La collaboration avec les autorités, les acteurs locaux et collectivités est également essentielle pour assurer une stratégie cohérente et efficace, en phase avec les besoins des populations. Enfin, il faut aussi relever le défi de l'inclusion numérique pour réduire la fracture territoriale et garantir à tous un accès équitable aux services numériques.

Quelle place pour l'innovation ?

L'innovation est au cœur de notre stratégie et toujours au service de nos clients, de la société et de la planète. Notre portefeuille de plus de 11 000 brevets, fait d'Orange le premier opérateur européen dans la recherche. Nous investissons dans des technologies de pointe, comme la cybersécurité, le cloud de confiance et l'intelligence artificielle, pour offrir des services toujours plus performants et adaptés aux enjeux locaux. Nous souhaitons également expérimenter des solutions innovantes pour améliorer la résilience et la durabilité de nos réseaux, tout en facilitant l'accès aux services numériques pour tous. L'innovation d'Orange peut permettre aux Antilles et à la Guyane d'accéder à des services numériques innovants tels que la télémédecine, la e-éducation, ou encore la gestion intelligente du tourisme, contribuant ainsi à améliorer la qualité de vie, renforcer l'attractivité économique et favoriser l'inclusion numérique dans la région.

Où en est aujourd'hui la couverture réseau (mobile, fibre) sur les territoires ?

La majorité des zones urbaines est couverte en 4G voire en 5G, et le déploiement de la fibre optique progresse rapidement, notamment dans les zones densément peuplées. Cependant, il reste encore des zones rurales ou isolées à couvrir, où nous concentrons nos efforts. Nos priorités sont d'étendre la couverture en fibre optique pour atteindre un maximum de foyers et d'entreprises, tout en renforçant la résilience des réseaux face aux risques climatiques. Nous souhaitons également accélérer le déploiement de la 5G pour accompagner la transformation numérique des territoires et favoriser l'innovation locale.

LES SENTINELLES DU TERRITOIRE

L'ORGANISATION D'UN TERRITOIRE AUTONOME REPOSE SUR PLUSIEURS STRATES COMPLÉMENTAIRES. AUX CÔTÉS DES INSTITUTIONS ET INFRASTRUCTURES EMBLÉMATIQUES — HÔPITAUX, TRANSPORTS PUBLICS, AÉROPORT, PORT, MARINA, POMPIERS... —, DES ORGANISATIONS PLUS DISCRÈTES CONCOURENT, ELLES AUSSI, À L'ÉQUILIBRE DE NOS VIES ET DE NOS SOCIÉTÉS. ZOOM SUR 3 DISPOSITIFS, ACTIFS SUR NOS TERRITOIRES, QUI SE RÉVÈLENT DÉTERMINANTS DANS LA LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE, LA VEILLE DES MOUVEMENTS DE LA TERRE ET NOTRE CAPACITÉ À ÉTABLIR DES COMMUNICATIONS EN CAS DE CATASTROPHES NATURELLES.







SCÉNARIO CATASTROPHE

Texte Floriane Jean-Gilles

Exercice CARAÏBES-26

Mardi 2 juin 2026, un cyclone de catégorie 4 vient de balayer l'arc antillais. À la sortie du confinement, le stade 5 du plan « Cat Nat » est enclenché sur le site de la Belle Créole, à Saint-Martin. Les secours viennent de débarquer sur la zone à la recherche de victimes. Les militaires, accompagnés des membres du service territorial d'incendie et de secours (STIS), sont déployés sur le terrain pour organiser l'évacuation des blessés. Au préalable, plusieurs opérations sont menées de front : triage des blessés, dégagement des victimes des décombres et préparation du terrain pour accueillir l'hélicoptère chargé de l'évacuation sanitaire. Les opérations de dégagement du terrain sont réalisées par des personnels du régiment du service militaire adapté (RSMA). Dans le cadre de la coopération régionale et internationale, la Colombie a dépêché une section de sapeurs spécialisés dans les recherches en milieu effondré, tandis que les Pays-Bas assurent un appui maritime.

Sur le site de Happy Bay, le dispositif d'aides aux sinistrés se met, lui aussi, en place. Le poste médical avancé (PMA) est opérationnel, prêt à accueillir militaires et blessés à la demande des autorités civiles, pour une prise en charge médicale d'urgence. Sur place, des équipes de la plateforme interrégionale pour les

Amériques et les Caraïbes (PIRAC) de la Croix-Rouge assurent la distribution des biens de première nécessité. Les blessés et sinistrés se compteront bientôt par milliers. Plus loin, dans une zone dédiée, des modules sont également installés pour accueillir les corps des victimes de la catastrophe.

Ce scénario est celui de l'exercice grandeur nature, baptisé CARAÏBE, organisé, tous les deux ans, par les Forces armées aux Antilles (FFA). Cette année, l'opération CARAÏBES-26, qui s'est déroulée du 17 mai au 4 juin, a réuni 2 000 participants, civils et militaires originaires de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Barbade, du Brésil, de la Colombie, des Pays-Bas, de la République dominicaine et de Trinidad-et-Tobago. Cet exercice interarmées, interministériel et interalliés, divisé en 3 séquences (la première en Martinique et en Guadeloupe ; la deuxième à Marie-Galante et la dernière à Saint-Martin), permet de travailler différentes phases de la gestion de crise à la suite d'une catastrophe naturelle.

Cyclone, tremblement de terre, pollution, épidémie... D'autres crises menacent nos côtes. Nous sommes allés à la rencontre de ceux qui œuvrent en coulisses pour préparer le pire. Reportages auprès des sentinelles du territoire.

LES RADIOAMATEURS DE GUADELOUPE

À L'HEURE DU TOUT NUMÉRIQUE ET DES RÉSEAUX SATELLITES, LES RADIOAMATEURS DE GUADELOUPE NOUS RAPPELLENT QU'EN CAS DE CRISE MAJEURE, LA VÉRITABLE SÉCURITÉ RÉSIDE DANS LA SIMPLICITÉ ET L'AUTONOMIE. BÉNÉVOLES PASSIONNÉS, ILS SONT BRANCHÉS SUR BATTERIE, PRÊTS À TRANSMETTRE.



“*When all else fails, ham radio works !*”, littéralement : « Quand tout le reste échoue, l'opérateur radioamateur fonctionne ». Cette devise est devenue universelle dans la famille des radioamateurs, à la suite des attentats du 11 septembre 2001. L'article intitulé 9/11/01 : “*This is Not a Test*”, publié par la *American Radio Relay League* (ARRL) dans leur revue de référence (*QST*), en novembre 2001, est fascinant. Quelques minutes après le premier impact sur la tour nord du World Trade Center, « les lignes téléphoniques étaient saturées et les réseaux mobiles submergés. Le chaos

régnait ». « Dans les heures qui ont suivi l'attentat, les téléphones fixes, les téléphones portables, les bipeurs et autres appareils sans fil ont été rendus inutilisables. Dans un rayon allant jusqu'à 80 kilomètres (50 miles), il était difficile d'obtenir une tonalité, et le service internet était intermittent », lit-on dans l'article. Plus de 500 radioamateurs se sont alors mobilisés à New York, à Washington et en Pennsylvanie pour restaurer la communication et assurer les liaisons entre les services d'urgence.

Transmettre la culture du risque

Ce terrible scénario du 11 septembre 2001, où la technologie la plus moderne s'effondre en quelques minutes, est précisément au cœur de la démarche de Gaël Musquet, alias F4HXS. Coprésident du Radio club de Guadeloupe, il pilote l'exercice annuel *Caribe Wave*, le plus grand exercice de simulation de tsunami au monde. Il raconte : « Les Nations Unies se sont rendu compte, après le tsunami d'Asie du Sud-Est en 2004, le séisme en Haïti en 2010, les séismes au Japon, au Chili et en Nouvelle-Zélande en 2011, qu'une crise locale pouvait avoir une portée internationale. Donc, à travers le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), l'UNESCO a décidé de créer une série d'exercices dès 2010-2011, sur les 4 zones océaniques. Depuis maintenant 16 ans, tous les ans, au mois de mars, cet exercice a lieu. Les 48 États et territoires de la zone Caraïbe sont invités à y participer. Cette année, c'était le 19 mars. Malheureusement, à cause des élections municipales, ni la Guadeloupe ni la Martinique n'ont participé à l'exercice. Or, on parle d'une crise qui, si on n'était pas prêt, pourrait tuer 500 000 personnes dans la Caraïbe. Ces risques majeurs sont certes très rares, mais extrêmement destructeurs. C'est ce qu'on appelle les « HILP », *High Impact Low Probability* (les risques à fort impact mais faible probabilité). »

Communiquer sans fil ni réseau

Face aux monstres climatiques qui menacent les Antilles et la Guyane, la radio demeure donc le moyen le plus sûr de communiquer, le seul qui résiste à la destruction des infrastructures. Les radioamateurs sont habilités par l'État pour gérer les transmissions et les échanges entre le ministère de l'Intérieur et les préfetures, par exemple. Bertrand Demarcq, président du Radio club de Guadeloupe, indicatif FG80J, radioamateur depuis bientôt 40 ans, se souvient : « C'est une mission qui existe depuis toujours, déjà à l'époque du cyclone Hugo, qui rappelle de tristes souvenirs à beaucoup de Guadeloupéens. À cette époque-là, j'étais étudiant en France. J'ai fait partie des radioamateurs qui ont réceptionné les messages du préfet via les radioamateurs de Basse-Terre et refaxé les informations auprès du ministère de l'Intérieur. » Les radioamateurs sont donc des relais essentiels en cas de crise majeure. « Tous les radioamateurs peuvent jouer un rôle en cas de crise, surtout quand ils sont affiliés et/ou membres d'associations reconnues de sécurité civile ou des réserves communales », souligne Gaël Musquet. La réponse en local est essentielle. « Les radioamateurs sont en capacité de rétablir des communications d'urgence, y compris entre les îles, détaille Bertrand Demarcq. Nous avons expérimenté des ponts Wi-Fi entre Saint-François et La Désirade et entre Saint-François et Marie-Galante, par exemple (il s'agit de réseaux Wi-Fi radioamateurs autonomes : du Wi-Fi longue distance propulsé par leurs propres antennes, totalement déconnecté des opérateurs,

N.D.R.L.) Nous avons les moyens de communiquer sans électricité et sans internet, puisqu'on passe par les ondes radios. En tant que radioamateurs, nous avons accès à plus d'une vingtaine de bandes de fréquences sur tout le spectre radioélectrique. On est vraiment les seuls à pouvoir faire ça. C'est-à-dire que même l'armée ne dispose pas d'autant de bandes de fréquences que nous. » Au fil des années, le matériel du radioamateur s'est perfectionné, il s'est miniaturisé aussi, devenant plus mobile : micro-ordinateurs de la taille d'une carte de crédit, comme le Raspberry Pi, amplificateurs, radio... Edgar « Eddy » Jacob, alias FG5GH, membre de l'ADRASEC (Association départementale des radio amateurs au service de la sécurité civile) de Guadeloupe, confirme : « Nous avons le matériel nécessaire, dans nos voitures, pour monter une antenne en quelques minutes, et nous brancher sur la batterie du véhicule. L'année dernière, lors du passage d'un cyclone à La Désirade, j'ai monté une station à Pointe-à-Pitre, avec un autre radioamateur, tandis qu'une seconde station avait été installée à Basse-Terre. »

De la « Low-Tech » et des SMS par ondes radio

Les modes de transmission ont également évolué, du morse à la voix, le mode JS8 (Jordan Sherer 8) permet, lui, d'échanger des messages texte à très longue portée. C'est d'ailleurs ce mode de transmission qu'utilise Gaël Musquet lors des exercices *Caribe Wave* : « C'est un mode qui ne peut être généré que par des ordinateurs. Et quand ces ordinateurs sont miniaturisés, basse consommation et peu cher - on est sur des machines qui coûtent quelques dizaines d'euros - ça permet de transmettre très loin du message texte. Donc l'avantage du JS8, c'est qu'on a une messagerie basse consommation, bas débit, mais de très longue portée. C'est donc très intéressant, quand on n'a rien, de pouvoir utiliser ce mode-là. » Mais la technique ne suffit pas, alerte Gaël Musquet : « si on ne maîtrise pas son matériel, ce n'est pas au moment du cyclone qu'on va apprendre à se servir de sa radio, savoir sur qui on peut compter et qui on peut appeler pour fournir de l'eau, piloter un avion ou un bateau, fournir de l'énergie pour alimenter un réfrigérateur servant à stocker des médicaments pour des personnes insulinodépendantes ou assurer une dialyse. C'est en temps de paix qu'il faut penser à cela ». Et Gaël Musquet de conclure : « On peut avoir toutes les nouvelles technologies que l'on veut, on peut avoir 100 % des Guadeloupéens et des Martiniquais qui sont en radioamateurs, si l'alerte ne part pas en temps et en heure, si on n'est pas formés, si on ne s'est pas entraîné, si on n'a pas vécu dans notre chair ce que ça va nous demander d'évacuer les écoles, les universités, les entreprises, les ports, les aéroports, qui sont en zone submersible, nous ne serons pas prêts. » Les exercices sont donc indispensables, c'est à ce prix que s'organise la solidarité.



Ronald Peleya, gardien du Haut-Maroni



Uhmé Aliwaupoe, chef d'équipe des gardiens du Haut-Maroni



Marie-Hélène Aloïke, gardienne du Haut-Maroni

LES GARDIENS DU FLEUVE MARONI

AU CŒUR DU HAUT-MARONI, SUR LES RIVES DU FLEUVE QUI SÉPARE LA GUYANE DU SURINAME, QUATRE JEUNES WAYANA, DU VILLAGE DE TALUEN, VEILLENT SUR LA FORÊT QUI LES A VUS GRANDIR. CARTOGRAPHIE, QUALITÉ DE L'EAU, GRANDE FAUNE : DEPUIS TROIS ANS, ILS TRAQUENT LES EMPREINTES DE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL ET DOCUMENTENT LEUR TERRITOIRE. UN TRAVAIL COORDONNÉ PAR LE WWF, ET SOUTENU PAR L'OFB, ET LA FONDATION ANYAMA, QUI FAIT LA FIERTÉ DE TOUT UN VILLAGE.

Texte et photo Karollyne Videira Hubert



Inaki Tajan, gardien du Haut-Maroni



Clément Villien, chargé de programme forêt au WWF Guyane

Taluen, Haut-Maroni, le 9 juin,

Une heure de vol depuis Cayenne jusqu'à Maripasoula, puis près de deux heures de pirogue à remonter le fleuve : le voyage jusqu'au village de Taluen se mérite. Au fil de l'eau défile l'Amazonie, jusqu'à la frontière surinamaïse. Ici vivent ceux que le village appelle déjà ses héros : les gardiens du Haut-Maroni. « Les gardiens, ce sont des habitants du village qui travaillent pour ce projet et qui sont comme des sentinelles, résume Clément Villien, chargé de programme forêt au WWF Guyane. Ils observent leur environnement, collectent des données pour mieux le connaître, et pour qu'elles leur servent, à eux. C'est tout l'esprit du projet : par les populations, pour les populations. » Né il y a trois ans de la rencontre entre les autorités coutumières Wayana et le WWF, le projet emploie quatre jeunes, chacun sur sa mission.



Ronald Peleya traite les clichés pris par le piège photos



Quatre sentinelles, une même forêt

Inaki Tajan, 28 ans, traque la grande faune. Plusieurs fois par mois, il s'enfonce dans la forêt pour relever les pièges photos et vidéos disséminés autour de Taluen. « Une fois par mois, je récupère les données pour repérer quels animaux sont encore présents. Je suis souvent surpris par ce qu'on retrouve. » Et la moisson est spectaculaire : jaguar, puma, tapir, tamanoir, fourmilier géant... Presque tout l'éventail de la faune terrestre amazonienne à seulement quelques kilomètres de leur village !

Ronald Peleya, 22 ans, traque l'orpaillage vu du ciel. Derrière son écran, il scrute les images satellites Sentinel-2 pour repérer les fronts d'orpaillage, anciens et nouveaux, et mesurer la déforestation, en lien avec le Parc amazonien de Guyane. Mais au-delà de la technique, c'est une colère sourde qui l'anime. « L'orpaillage illégal, c'est comme une injustice. Ils sont venus piller la richesse de la Guyane. Ça détruit l'environnement et crée beaucoup de problèmes pour les populations, qui vivent de la pêche, de la chasse, des remèdes traditionnels. »

Marie-Hélène Aloike, 27 ans, ausculte le fleuve. Une fois par mois, deux jours durant, elle prélève l'eau et mesure sa turbidité. « Grâce à ce suivi, on mesure la qualité de l'eau, ce qui permet de repérer les pics liés à l'orpaillage illégal. Malheureusement, quand on compare, les chiffres sont alarmants. Car cette eau alimente les familles du village, et les poissons qu'elles pêchent sont contaminés au mercure », détaille la jeune femme, l'une des rares à tenir ce poste de terrain.

Uhmë Aliwaupœ, lui, coordonne l'ensemble. Chef d'orchestre de l'équipe, il tient les fils des trois missions, veille à la régularité des relevés et fait le lien avec le WWF. « Notre travail porte sur trois aspects : la qualité de l'eau, la déforestation et la faune, résume-t-il. À chaque fois, l'idée est de localiser les impacts de l'activité minière illégale. »



Une boîte à outils, un cadre strict

Pièges photos, turbidimètres, logiciels de cartographie : les gardiens manient un arsenal scientifique, encadrés sur mesure. « Les formations se déroulent beaucoup sur le littoral, les gens viennent régulièrement à Cayenne, raconte Laurent Kelle, directeur du WWF Guyane. Pour chaque thème, on a la chance d'avoir des organismes référents. » L'Office de l'eau pour le fleuve, l'Office français de la biodiversité pour le piégeage photo, le Parc amazonien pour la cartographie : chaque salarié est mis en relation avec les experts du domaine. Former des jeunes n'a rien d'un hasard : « Ils ont un accès limité à la formation, et il y a peu d'activité ici. L'objectif, c'est aussi d'apporter une opportunité d'emploi au village », explique Laurent. Reste le danger, qui plane sur chaque mission. « La sécurité est une de nos préoccupations premières, insiste Clément Villien. Ce sont des employés qui produisent de la donnée, pas des gens qui doivent s'interposer. On reste sur de l'observation, jamais d'intervention. »



Marie-Hélène Aloike prélève un échantillon d'eau pour examiner sa turbidité

Tradition et modernité, main dans la main

En septembre 2025, les gardiens ont organisé eux-mêmes une restitution de leurs premiers résultats, entièrement en langue wayana. « Le mot fierté est revenu plusieurs fois, se souvient Laurent Kelle. Les autorités coutumières étaient fières de voir des jeunes s'impliquer sur des sujets innovants, et les jeunes, fiers de le montrer à leur communauté. » L'apprentissage ne va pas à sens unique : « On apprend énormément d'eux, sur le lien entre culture et environnement, sur les contes et légendes, et aussi le Wayana. » En 2024, le projet a déjà reçu le label « *Living With Rivers* », décerné par l'Initiative pour l'Avenir des Grands Fleuves. Le projet est également financé et suivi par la fondation Anyama, qui œuvre à protéger le vivant et à retrouver une cohabitation équilibrée et respectueuse entre la nature et l'humanité. L'enjeu, désormais, c'est le temps. La phase actuelle s'achève fin 2026, et l'attention se porte sur la pérennité du dispositif. « La priorité, c'est que tout ce qui a été construit, les compétences acquises par le village, soit maintenu », souligne Laurent Kelle. L'autre chantier est transfrontalier : sur ce fleuve partagé avec le Suriname, le WWF veut mieux collaborer avec les ONG de l'autre rive, jusqu'à Paramaribo. Reste l'essentiel, ce que trois ans de terrain ont déjà prouvé. « Si on m'avait dit qu'on en serait là il y a huit ans, quand je suis arrivé en Guyane, je ne l'aurais pas cru », raconte Clément Villien. Au-delà des données, ce qu'on veut, c'est faire changer les choses. Et c'est grâce aux gardiens, qui portent eux-mêmes ces messages que ce changement peut arriver. »



Prélèvement d'échantillons d'eau



LES VIGIES DE LA MONTAGNE PELÉE



En contrebas, le radome abrite l'antenne satellite qui permet de recevoir les données de 4 stations (parmi les 40) de Martinique ainsi que les données satellites de toutes les autres stations des Antilles.

À 6 h 03, le matin de notre visite, il y eut un tremblement de terre sous la Montagne Pelée. Magnitude 1,7. Indétectable par la population à St-Pierre comme à Fort-de-France, mais bel et bien visible sur les lignes de couleurs qui défilent sur grand écran à l'accueil de l'Observatoire volcanologique et sismologique de la Martinique (OVSM). « Le premier de cet ordre depuis au moins un mois, un mois et demi », commente Jérôme Vergne, le directeur, tout en balayant du regard ce qui ressemble à une sorte d'électrocardiogramme de la Martinique. L'analyse des données permettra de localiser l'épicentre du séisme : à 0 km de profondeur par rapport au niveau de la mer. « Rien d'alarmant, les deux réservoirs magmatiques enfouies sous la Montagne Pelée sont loin de ce point de géolocalisation », explique, à l'aide d'un schéma, Jérôme Vergne. Entrés dans le vif du sujet, nous allons ensuite visiter cet observatoire et nous laisser subjugué par une vue imprenable sur le versant qui, en 1902, fut dévalé à plus de 300 km/h par une nuée ardente mêlant cendres, gaz et roches. Bref, le panorama est paisible en ce mois de juin 2026, mais la montagne qui nous fait face ne l'a pas toujours été et ne le sera pas toujours. « On sait que le volcan de la Montagne Pelée entrera un jour en éruption. Dans 1 an, 10 ans ou 100 ans ? Impossible de le prédire », explique Jérôme Vergne. Tout l'enjeu de surveillance de l'OVSM est de collecter et analyser de nombreuses données pour estimer l'état d'activité du volcan, anticiper un tel événement et donner les bonnes informations pour que la population soit protégée.

24h/24

Lors des conférences et rencontres qu'il anime, le directeur n'échappe jamais à la question de « quand aura lieu la prochaine éruption ? », et aux moues incrédules ou inquiètes qui l'accompagnent depuis que l'activité du volcan s'est intensifiée fin 2025. À la différence de la catastrophe de 1902 où la ville de St-Pierre fut détruite et la population décimée, les protocoles scientifiques assurent aujourd'hui la surveillance du volcan 24h/24, 7j/7. L'architecture même du bâtiment, en cercle, fait qu'on ne quitte pas des yeux « la Pelée », de la salle de réunion au bureau du directeur, tout le monde la voit en grand. C'est volontaire, car même si l'observatoire base ses analyses sur une foule de données scientifiques et modèles informatiques d'alerte, les yeux de l'homme demeurent un des outils clés. D'ailleurs, « lors de l'éruption de 1929, on observait la montagne Pelée en dessinant le contour sur les fenêtres de l'ancien observatoire, pour voir comment le dôme grossissait d'un jour à l'autre, et donc mesurer le volume de magma qui serait expulsé... » relate le directeur. Aujourd'hui encore, cette ligne de relief de la montagne Pelée est tracée au feutre sur les vitres de la salle de réunion. Ce qui permettrait en cas d'éruption d'estimer instantanément la hauteur du panache de cendres expulsées afin d'avertir le Volcanic Ash Advisory Center (mis en place par l'organisation de l'aviation civile internationale), « le tout premier organisme à prévenir avant même la préfecture », explique le directeur.



Unique prototype déployé sur les Antilles, le Ocean Bottom Seismometer permettra de faire des mesures du mouvement du sol à 2000 mètres de profondeur.

Quarante capteurs

Chaque jour, ils sont 11 permanents pour assurer le fonctionnement du nouvel Observatoire inauguré en 2019. Leur mission est double : un rôle de surveillance et aussi un rôle de structure de recherche, accueillant des chercheurs nationaux et internationaux. L'équipe compte ainsi 2 chercheurs, 4 personnes qui vont s'occuper des équipements et mesures scientifiques sur le terrain, 2 personnes spécialistes en informatique, 1 personne chargée de la gestion financière, 2 autres personnes pour entretenir le bâtiment à l'intérieur et à l'extérieur. Ensemble, adossés à la montagne qu'ils surveillent, ils constituent une équipe en première ligne d'un des plus gros risques de catastrophe pour l'île et la population.

Pour accomplir leur mission de sentinelle, une quarantaine de capteurs et dispositifs sont à leur disposition autour de la Pelée et au-delà. Une vingtaine de sismomètres permettent de voir dans le détail comment le sol vibre. Des accéléromètres eux s'attachent à mesurer précisément des mouvements plus forts. Tous les mois, l'équipe prélève également des échantillons d'eau sur cinq ou six sites pour en suivre la composition. "Le suivi de la température, du pH, de la composition de l'eau révèle ainsi ce qu'il se passe sous la montagne Pelée, d'où les gaz sortent et remontent jusqu'aux sources thermales". Et cet été, pendant les grandes vacances, une équipe de Clermont-Ferrand dotée de drones viendra "pour mesurer le magnétisme des roches sur la Pelée et nous renseigner sur la structure des dômes (les 2 sommets vestiges des éruptions de 1902 et 1929)".

La montagne bouge

L'OVSM dispose également de capteurs GPS de grande précision, vissés sur des tiges, qui vont permettre de voir la déformation du sol et notamment si ces capteurs s'éloignent ou se rapprochent les uns des autres, de quelques millimètres ou plusieurs centimètres. S'ils s'éloignent, ça veut dire que la montagne gonfle, un peu comme un ballon de baudruche dans lequel on souffle. "Ainsi on a pu estimer que la distance entre le 2ème refuge et le chinois (le sommet) s'est accrue ces derniers mois d'environ 3 cm. C'est la première fois qu'une déformation est ainsi observée depuis qu'on réalise ces mesures en 2011", cite Jérôme Vergne. Une campagne de mesures sur une vingtaines de sites non permanents est aussi prévue cet été afin de préciser cette déformation à l'échelle de l'ensemble du volcan. Pour mener à bien le déploiement et l'entretien de ces outils de mesure, les équipes vont invariablement être à pied, en 4x4, déposées en hélicoptère et parfois même en bateau. La surveillance de l'activité de la Pelée s'opère en effet aussi depuis la mer. Ne l'oublions pas, c'est bien de la déformation des plaques tectoniques que naissent les volcans et qu'ont émergé la totalité des îles de la Caraïbe. « Pour nos explorations, nous utilisons des drones sous-marins et nous allons tester en juillet un sismomètre sous-marin unique en son genre dans les Antilles, capable de réaliser des mesures à 2 000 m de profondeur ». Cette continuité volcan / océan se matérialise aussi sur quelques sites où, près du littoral, des bulles de CO₂ sont relâchées et sont observables par quiconque s'aventure avec masque et tuba. « Avec le soutien de plongeurs du parc naturel marin de Martinique, nous captions et analysons aussi régulièrement ce gaz. »



Régulièrement le gaz qui s'échappe du fond de la mer est capté et analysé en laboratoire.

Captiver le public

Tout au long de l'année, l'ensemble de ces travaux permet de collecter les données, prévoir les scénarios et travailler avec les autorités à l'amélioration du plan ORSEC* Volcan,, mais échoue sans doute encore à



Avant de prendre la tête de l'Observatoire volcanologique et sismologique de la Martinique il y a deux ans, Jérôme Vergne était en charge du réseau sismologique français à Strasbourg.

donner la juste mesure au grand public de ce qui se joue ici en bout de route, à 3 km de Fonds St-Denis, entourés de quelques moutons et quelques vaches. Comme souvent en matière de sciences, la diffusion de certaines données, tel chaque semaine le nombre de secousses (plus de 10 000 entre fin août et fin octobre 2025), est difficile à intégrer pour mesurer réellement la réalité d'une situation. Conscient de ce biais, Jérôme Vergne recrute dans son équipe à partir de juillet une médiatrice scientifique dont l'une des missions pourra être d'améliorer cette diffusion des données scientifiques vers le grand public. L'intérêt de la population est déjà palpable à en croire les quelques 200 personnes qui ont visité l'observatoire à l'initiative d'Esteban MARTIN, étudiant en Politiques de la Terre (Sciences Po et IPGP) et stagiaire à l'OVSM pendant 7 mois. Cette année, deux étudiantes de L3 SVT Écologie Environnement, Mya Essalhi et Julie Guélin ont, par ailleurs, mené une étude auprès de nombreux acteurs caribéens et américains afin d'analyser les raisons de la mauvaise connaissance des comportements à tenir en cas de séisme majeur. Leur mémoire s'accompagnait de la production de deux premières vidéos pour les réseaux sociaux**, sur la surveillance des séismes et des lahars***. Des initiatives qui soulignent l'enjeu de mieux nous saisir des questions de sciences en général et de comprendre en particulier ce qui se joue avec la Montagne Pelée, qui depuis 150 000 ans domine, menace et embellit le ciel de Martinique.

*Organisation de la réponse de sécurité civile

**@Coolamon972

*** Coulées de boue dévastatrices qui menacent régulièrement les habitants du Prêcheur au nord de l'île



Le co-rédacteur en chef, Mathieu Rached, soupèse un sismomètre à l'intérieur duquel un poids de 20 grammes vibre et capte les mouvements du sol.

RIMÉD

By EWAG

DANS VOTRE PROCHAIN NUMÉRO



Octobre Rose, c'est bien plus qu'une campagne !



Comment convaincre nos ados de faire du sport ?



**10 octobre :
journée nationale des dys**




**Ces plantes médicinales
à ne surtout pas confondre...**

PARUTION : SEPTEMBRE 2026

RETROUVEZ-NOUS SUR





Chantal Eucar
Carl Chipotel
Anne Berthy-Boudon
Annie-Claude Amiens
Erick Halley
Kevin Helissey
Victor Venutolo
Betty Armougon
Allan Bourgeois
Dominique Joly
Jules Sahagian
Cathy Estampe
Murielle Laronne
Jean-Marie Guillien
Roland Picot
Shirley Billot

LES YEUX DU MÉDIA

Thierry Romanos
Hervé Dorvil
Jérôme Cusset
Guy Losbar
Jeanine Hérisson
Kerlens Repi
Kris Baboulall
Kadi Yattassaye
Joanis George
Jahyna Pétion
Julie David
Chantal Eucar
Carl Chipotel
Anne Berthy-Boudon
Annie-Claude Amiens

L'ANNONCE EST PARTOUT SUR MON FIL INSTAGRAM ET LINKEDIN : SHIRLEY BILLOT VIENT D'ÊTRE NOMMÉE VICE-PRÉSIDENTE DU CESE*. JE L'APPELLE LE 26 MAI, RDV EST PRIS POUR UNE INTERVIEW TROIS JOURS PLUS TARD. BIEN QUE JE SOIS DE PASSAGE À PARIS CETTE SEMAINE-LÀ, C'EST EN VISIO QUE SE DÉROULE L'ENTRETIEN. SA CAMÉRA EST ÉTEINTE. IL EST 8 H 30.

**Conseil Économique Social et Environnemental*

« Je n'ai que deux modes : on et off »

Propos recueillis par Floriane Jean-Gilles - Photo Aubane Nesty

Quelle est la chose que les gens comprennent le moins sur vous ?

Je suis neurodivergente et j'ai souvent été incomprise, surtout à l'école. J'ai appris à me canaliser, ma pensée est extrêmement envahissante. J'ai toujours fait plusieurs choses en même temps et, aujourd'hui, dans ma boîte, je peux faire ce que je veux parce qu'en fait j'aime tous les sujets. C'est vraiment ma force : je suis compétente dans tous les sujets de ma société. Je gère la recherche, l'ingrédient, les produits finis, l'industrie et les outils technologiques. Je peux tout faire, c'est juste que je n'ai pas assez de temps. Je fais même de l'IA, je viens de finir un diplôme au MIT, en IA et *data science*. J'y ai passé tous mes week-ends pendant six mois, donc je n'ai eu aucun temps mort... Mais j'aime tellement apprendre et puis, comme j'ai tout le temps besoin de m'occuper, en réalité, ce rythme me va. C'est soit je suis à fond, soit je dors... Même si je dors très peu la nuit, ça aussi les gens ont du mal à le comprendre. Je dors 3 heures ou 4 heures par nuit, quand je dors bien ! En fait, je n'ai que deux modes : *on* et *off* (rires).

Que faites-vous la nuit quand vous ne dormez pas ?

La nuit, je suis dans l'absorption de données. Je lis des études scientifiques, j'analyse la donnée. Je travaille différemment. Je prends le temps sur des sujets importants, car je ne suis pas dérangée. Quand c'est trop fort, je suis obligée de me lever pour aller travailler sur mon ordinateur, mais ça, j'essaye de moins le faire...

À quoi ressemble concrètement une journée de dirigeante quand on doit être à la fois scientifique, entrepreneure, communicante, ambassadrice et maintenant vice-présidente du CESE ?

C'est la folie ! Aucune journée ne se ressemble vraiment. Typiquement hier (*jeudi 28 mai, N.D.L.R.*), j'ai commencé la journée en travaillant sur des dossiers de R&D, je cherchais des analyses qu'on avait faites sur des ingrédients. À midi, je déjeunais à l'Élysée. L'après-midi, j'ai

enchaîné les entretiens avec les banques pour le financement de mon usine et de 18 heures à 22 heures, j'animais un événement dans un point de vente à Paris. Le CESE s'est ajouté et, heureusement, est arrivé au moment où je terminais le MIT ! Les 15 premiers jours ont été très intenses, j'ai beaucoup travaillé. Il a fallu encaisser cette responsabilité, ses enjeux et la visibilité qu'elle engendre, alors que je n'aime pas être mise en avant. Je me laisse de temps d'être opérationnelle dans les mois qui viennent.

Nous sommes en 2031, fin de votre mandature en tant que vice-présidente du CESE, qu'aimeriez-vous qu'on retienne de votre passage ?

J'aimerais qu'on se dise que j'ai contribué à rapprocher des mondes qui ne dialoguent pas forcément beaucoup : l'Outre-mer et la France hexagonale, l'entreprise et les citoyens. J'aimerais vraiment contribuer à faire entendre des voix qui ne sont pas toujours au centre de la décision publique et que les résultats soient mesurables. Je suis entrepreneure donc je fonctionne toujours en ROI (*retour sur investissement, N.D.L.R.*). J'aimerais qu'après moi, cette vice-présidence ultramarine devienne une évidence parce que nous sommes indispensables dans la vision de la société civile.

En quoi le fait d'être une entrepreneure issue de la Caraïbe influence-t-il votre manière de diriger et d'innover ?

En fait, ce n'est pas forcément parce qu'on est issu de la Caraïbe qu'on va diriger d'une façon particulière. Il y en a plein qui en sont originaires mais qui vivent dans l'Hexagone et qui dirigent à la française. Ma particularité, c'est que j'ai grandi et, surtout, je travaille en Guadeloupe et en Martinique depuis 20 ans, et c'est ça qui change la donne. Quand je travaillais dans l'Hexagone ou ailleurs, on attendait de moi que je bosse et c'est tout. Mais quand on dirige aux Antilles, on doit mettre le curseur sur le relationnel. Il faut s'intéresser

aux gens. C'est une très bonne leçon de vie qui fait de moi une meilleure dirigeante.

Avez-vous le sentiment qu'il faut encore « surperformer » quand on vient des territoires ultramarins ?

À double titre : en tant que femme et en tant qu'îlienne. On est tout le temps obligés d'être meilleurs, et ça ne suffit pas. On est tout le temps obligés de se suradapter, et ça ne suffit pas. En fait, on se demande parfois ce qu'il faut faire. SHB BIOTECH est la seule entreprise ultramarine à avoir réussi l'appel à projet « Première usine », de France 2030. La seule entreprise ! Est-ce que j'ai un traitement différent ? Non. Est-ce qu'on s'est rendu compte, en Martinique, de l'exploit que c'était ? Non. Aujourd'hui, le monde économique local ne sait pas soutenir l'innovation parce que c'est risqué, parce qu'il ne la comprend pas, parce que ce ne sont pas des schémas habituels. Alors, même si les choses évoluent, oui il faut tout le temps démontrer davantage. Mais ça ne me freine pas, au contraire, ça me donne la niaque.

Parlez-moi de ce projet de plateforme technologique porté par SHB BIOTECH et lauréat de l'appel à projet « Première usine », de France 2030.

Ce projet entend faire émerger une nouvelle génération d'ingrédients en utilisant des technologies d'extraction durable couplées à de l'intelligence artificielle. Notre ambition est de bâtir, début 2028, la première usine de ce genre en Martinique. Notre modèle ne génère presque aucun déchet. Nos propres coproduits sont valorisables, selon le principe de l'éco-extraction. Les ingrédients que nous produisons auront diverses applications : santé, beauté, nutraceutique*, alimentaire...

Au début de Kadalys, quelle a été la réaction la plus sceptique que vous ayez reçue ?

« Si la banane était intéressante, L'Oréal l'aurait déjà fait ! » C'est une personne de la filière banane qui m'a dit ça. Beaucoup pensaient que la banane était un fruit trop banal pour devenir une innovation. Et aujourd'hui, on a des brevets, des questions scientifiques et un développement qui montre qu'il faut parfois regarder différemment ce qui semble banal ou ordinaire. À la base, on fait de la recherche, on a lancé la marque Kadalys comme un démonstrateur, parce que personne ne croyait en nos ingrédients. Il a fallu prouver qu'ils

avaient une valeur ajoutée. 15 ans plus tard, la banane est devenue un ingrédient tendance dans la beauté.

Quelle rencontre ou expérience a le plus changé votre vision du leadership ?

J'ai appris le leadership dans les cultures anglo-saxonnes. En 2020, à la Silicon Valley, en me rendant au congrès où j'étais *speaker*, j'ai rencontré un participant d'origine Érythréenne avec qui nous avons beaucoup parlé de l'Afrique de l'Est (je suis née à Djibouti). Une fois arrivée à l'événement, on est venu me dire : « Est-ce que tu as pris sa carte ? Tu vas retourner le voir et prendre sa carte, car cette personne peut changer ta vie ! ». Il s'agissait du vice-président mondial de la recherche chez Johnson & Johnson, c'était l'invité d'honneur du congrès ! Je suis ensuite rentrée dans son accélérateur. J'ai découvert la puissance des réseaux noirs américains, c'est quelque chose qui nous manque.

La deuxième rencontre a eu lieu à Londres, il y a 2 ou 3 ans. Là aussi j'étais *speaker*, je parlais du fait que les îles de la Caraïbe étaient perçues comme des îles touristiques et pas comme des îles innovantes. Une femme dans la salle, me dit : « Vous ne savez pas qui je suis ? Regardez sur internet ce que je peux faire pour vous aider ». Je découvre que c'est une milliardaire nord-américaine, mais je ne la rappelle pas. Elle me relance 3 fois et je finis par lui dire que je ne me sens pas à l'aise de la solliciter et elle me dit : « Quand quelqu'un comme moi s'intéresse à vous, prenez votre chance ». Cette femme a finalement mis un ticket dans ma boîte.

Ces deux rencontres-là m'ont beaucoup apporté. Elles m'ont appris à être *bold*.

Quels souvenirs gardez-vous de votre jeune enfance en Afrique de l'Est ?

Djibouti, à l'époque, était un pays en guerre. Je me souviens que mon père nous disait qu'on devait pouvoir partir à n'importe quel moment. Je crois que c'est pour cela que je ne m'attache pas au matériel. Je suis nomade, j'ai très souvent déménagé. Et c'est sans doute pour cette raison que ce projet d'usine est très important pour moi. J'ai besoin, à travers ce projet de m'ancrer de façon plus forte en Martinique. Un ancrage qui, sans doute, m'a manqué par le passé...

Quelle est votre conception de l'entrepreneuriat ?

J'ai décidé d'entreprendre parce que c'est

une façon de résoudre des problèmes utiles à la société. Ce n'est pas uniquement un outil économique. C'est un outil de transformation sociale, environnementale, territoriale. Je suis entrepreneure militante, fille de syndicalistes. Notre modèle économique est à bout de souffle. On ne peut pas faire qu'importer et revendre. Nous devons absolument créer de la valeur. Nous devons absolument faire émerger une nouvelle catégorie d'entrepreneurs. Et donc, pour moi, l'entrepreneuriat, c'est un acte d'engagement.

Si vous deviez recommencer aujourd'hui avec les outils actuels (IA, réseaux sociaux...), que feriez-vous différemment ?

J'ai toujours été extrêmement connectée. Ça ne changerait rien à ce que je fais en termes de R&D, car les probabilités et les statistiques sont les bases de l'IA, et c'est déjà comme cela que je travaille. Depuis un an, nous avons intégré l'IA générative dans nos process, ce qui a permis d'automatiser beaucoup de choses. En revanche, je ferais différemment ce qui concerne la partie « gestion de marque », j'irai beaucoup plus vite. Quand je me suis lancée, il y a 15 ans, les financements participatifs n'étaient pas encore très communs, il est probable que, si je devais recommencer aujourd'hui, j'irais aussi dessus.

Sur la partie réseaux sociaux, c'est intéressant parce qu'il y a plusieurs années, en Martinique, j'ai eu beaucoup de remarques masculines disant que « je faisais la belle sur les plateaux télé ». Cette remarque m'a beaucoup marquée et longtemps je me suis mise en *off*. En tant que femme, c'est extrêmement blessant, car ça nous réduit à une image superficielle, alors qu'en réalité, on n'a pas le choix ! Nous sommes dans un monde de communication, c'est encore plus vrai dans le domaine de la beauté. On doit devenir l'image de sa société. J'aurais aujourd'hui moins de complexes à la faire.

Vous arrive-t-il d'imaginer à quoi aurait ressemblé votre vie si vous aviez accepté cette offre d'emploi au Japon, plutôt que de vous installer en Guadeloupe ?

Oui ! J'avais même préparé un diplôme en japonais. J'allais intégrer un groupe de luxe et c'était ce que je voulais. Le contrat était signé ! Je me demande souvent ce que je serais devenue, j'aurais certainement fait carrière dans un grand groupe en Asie. Je ne serais pas revenue en France et je ne pense pas que je



serais devenue entrepreneure. Je dis souvent à mon mari que c'est à cause de lui (rires) ! Dans un couple, il y a souvent des sacrifices, quand on est partis en Guadeloupe c'est parce que mon mari avait cette opportunité professionnelle, je l'ai suivi. Il a fallu que je change de métier. Je suis devenue dirigeante dans la distribution et l'import. On m'a laissé cette opportunité de diriger des entreprises aux Antilles. C'est cette expérience qui m'a menée vers l'entrepreneuriat.

Vous croyez beaucoup au destin, quel est votre mantra ?

Je crois au destin, mais je n'ai pas de mantra. Je crois aux signes.

** La nutraceutique explore le potentiel thérapeutique de certains nutriments ou parties d'un aliment.*



350 MILLIONS

CE MONTANT POURRAIT
CORRESPONDRE AUX
COÛTS DE PRISE EN CHARGE
DE L'INDEMNISATION DES
VICTIMES DES ESSAIS
NUCLÉAIRES FRANÇAIS EN
POLYNÉSIE, SELON FRANÇOIS
NOËL, ANCIEN MINISTRE DES
OUTRE-MER ET SÉNATEUR.



ELLE A DIT

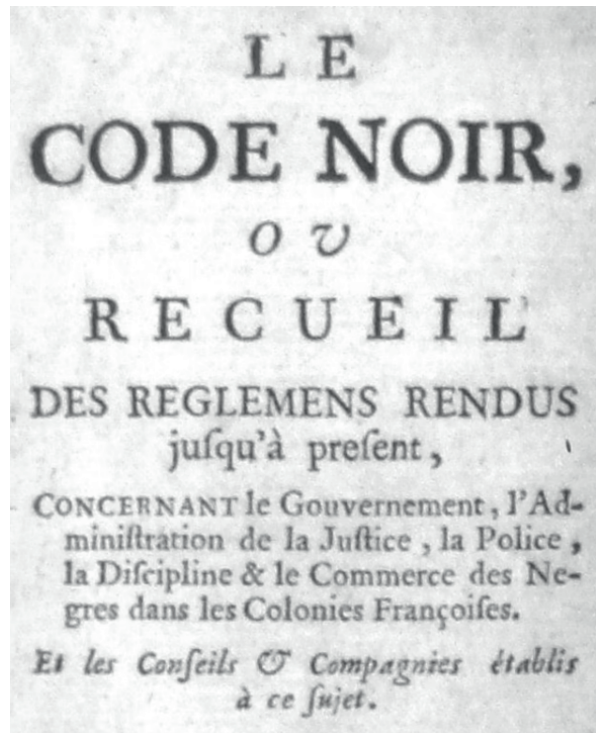
«
Transparence, régulation, contrôle :
c'est tout ce qu'on demande [...]. On
ne veut pas fragiliser l'entrepreneuriat,
on veut juste réguler un système qui est
opaque. »

Audrey Bélim, sénatrice réunionnaise et vice-présidente de la commission d'enquête du Sénat sur les marges des industriels et de la grande distribution dans les Outre-mer.

PARIS

EXPERTISE EN OUTRE-MER

L'université Paris 1 Panthéon Sorbonne lance un diplôme universitaire inédit dédié au droit des Outre-mer. Accessible à distance en formation initiale et continue dès octobre 2026, il vise à renforcer l'expertise juridique sur les spécificités ultramarines.



ANTILLES

SYMBOLE FORT

Un vote chargé d'histoire et d'émotion. Jeudi 28 mai, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une proposition de loi abrogeant le Code noir et les textes encadrant l'esclavage dans les colonies françaises, restés symboliquement inscrits dans le droit malgré l'abolition de 1848. Le texte, porté par le député guadeloupéen Max Mathiasin, doit désormais être examiné par le Sénat. Une décision à forte portée mémorielle, saluée comme un hommage aux millions de victimes de l'esclavage. La question des réparations reste cependant ouverte. Des élus de gauche ont proposé la mise en place d'un comité chargé d'identifier les préjudices subis et les mesures envisageables.



**Dépouilles Kali'nas
et Arawaks
Feu vert du Sénat**

GUYANE

JUSTICE POUR LES ANCÊTRES

Après plus d'un siècle de conservation dans les collections nationales, les restes de six Kalinas et Arawaks, décédés à Paris en 1892, pourront être restitués à la Guyane. Le Sénat a adopté, fin mai, à l'unanimité une proposition de loi en ce sens. Ces autochtones avaient été arrachés à leur territoire pour être exposés dans des « zoos humains », notamment au Jardin d'Acclimatation à Paris. Le texte, soutenu par le gouvernement, doit encore être examiné par l'Assemblée nationale.

GUADELOUPE

L'ESPRIT MANGROVE

Le Mémorial ACTe de Pointe-à-Pitre présente, du 29 mai au 29 août : *Nou an péyi révé-Traversées de la mangrove*. Inspirée de l'écrivaine guadeloupéenne Maryse Condé, cette exposition collective rassemble 28 artistes caribéens et ouest-africains autour des mémoires, des liens et des imaginaires qui s'appuient sur les territoires de la Caraïbe-Monde. Peintures, sculptures, installations et vidéos composent un parcours sensible et polyphonique.

GUADELOUPE

MÉMOIRE DE CANNE

L'Habitation Néron, site historique, situé au Moule, dont les premières traces remontent à 1732, ouvre ses portes aux visites.

Ancienne sucrerie devenue distillerie au début du XX^e siècle, puis marquée par plus de 300 ans d'histoire de la canne et du rhum, elle fait l'objet d'une restauration depuis 2021. Le parcours immersif propose une découverte du patrimoine, des vestiges et de la mémoire du lieu, avec dégustation de rhums artisanaux.

Visites du mardi au vendredi, matin et après-midi, réservation obligatoire.



MARTINIQUE

INNOVER AUTREMENT

La collectivité territoriale de Martinique (CTM) poursuit son soutien à l'économie sociale et solidaire (ESS) via le programme ESSOR, financé par des fonds européens et porté par la CRESS Martinique (chambre régionale de l'économie sociale et solidaire). Ce dispositif vise à accompagner la création et le développement des structures de l'ESS, à renforcer le réseau des acteurs de l'accompagnement et à encourager les coopérations avec les collectivités. Il prévoit également des actions de sensibilisation et la production d'un panorama de l'ESS pour mieux orienter les politiques publiques.

QUAND LES ÉLÈVES APPRENNENT À ENTREPRENDRE POUR DE VRAI !

ET SI L'ON APPRENAIT L'ENTREPRISE EN LA VIVANT ? À TRAVERS LE PROGRAMME MINI-ENTREPRISE ORGANISÉ PAR L'ASSOCIATION ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE (EPA), DES CENTAINES D'ÉLÈVES DÉCOUVRENT CHAQUE ANNÉE LES RÉALITÉS DE L'ENTREPRENEURIAT EN CRÉANT LEUR PROPRE ACTIVITÉ. RENCONTRE AVEC DEUX ÉQUIPES LAURÉATES DE LA FINALE RÉGIONALE EN GUADELOUPE.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim



De gauche à droite, de haut en bas : Samira Bousardo, Kerlens Repi (chefs d'entreprise), Jade Landée (secrétaire adjointe), Teddya Etenor (communication), Kalhyani Viator-Ringueyen (secrétaire), Flauryana Gustave (trésorière), Jeanine Hérissou (professeure en génie industriel Textile et Cuir), Marlène Borel (proviseure) Rosemarie Renault (professeure en génie industriel Textile et Cuir) et Sabine Coleau (professeure en génie industriel Textile et Cuir)

À notre arrivée au lycée Chevalier Saint-Georges, aux Abymes, les lauréats régionaux 2026 du Festival des Mini-entreprises sont en plein déballage de cartons... Dans la salle de couture à l'étage, les élèves sortent activement les dernières créations encore disponibles : sacs, cabas, pochettes, trousse de

voyage, sacoches, bustiers, chemises et autres accessoires confectionnés à partir de banderoles publicitaires et de voiles de bateau recyclées.

À quelques jours de la finale nationale (le 9 juin, à Paris*), l'heure est presque à l'inventaire. « Vous savez, il ne nous reste plus grand-chose à vous montrer,

sourit Jeanine Hérissou, professeure de génie textile et porteuse du projet. Nous avons vendu plus de la moitié de notre production lors de l'exposition-vente organisée le 12 mai, à Baie-Mahault, le jour de la finale régionale. »

Au total, les douze élèves de la mini-entreprise Chevalier'Art Eco ont

La fédération Entreprendre pour Apprendre France c'est :

- **17 associations régionales** ;
- **+ de 149 600 jeunes** accompagnés ;
- **+ de 16 000 enseignants**, formateurs, conseillers en insertion, impliqués ;
- **+ de 15 230 bénévoles** (parrains-marraines, chefs d'entreprise, collaborateurs...);
- **110 permanents** qui accompagnent et développent le programme Mini-entreprises dans les régions.

réalisé près de 460 euros de chiffres d'affaires et une place en finale nationale. Une belle récompense pour ces jeunes qui, depuis plusieurs mois, cherchent, puis transforment des matériaux destinés à la poubelle, en accessoires de mode écoresponsables. Leur slogan : porter recyclé, c'est penser pour demain !

Mais derrière cette réussite commerciale se cache surtout une aventure entrepreneuriale grandeur nature qui a conduit plusieurs centaines d'élèves sur l'ensemble de l'Académie à se confronter, souvent pour la première fois, aux réalités de l'entreprise. « En tant que leader de Chevalier'Art Eco, ce n'était pas toujours évident, confie Kerlens Repi, 17 ans et élève de 1^{er} MCC (métiers de la couture et de la confection). Le plus difficile pour moi a été la communication, parce qu'à la base, ce n'est pas vraiment mon point fort ! ». Une expérience qui lui a néanmoins permis de gagner en confiance. « J'ai compris qu'un chef ne peut rien faire seul. Il doit savoir déléguer, aider son équipe et montrer la voie. J'ai réalisé aussi que créer son entreprise n'est pas quelque chose d'inaccessible. » Un apprentissage d'autant plus précieux que le lycéen se verrait bien, demain, devenir styliste modéliste et créer sa propre marque. Le thème

du recyclage, au cœur du projet, a fini de le convaincre. « On transforme quelque chose qui aurait été jeté en un objet à la fois esthétique, utile et durable. Ça a du sens. »

« Plus formateur qu'une mise en pratique »

En 2026, pour cette 5^e édition, une vingtaine de mini-entreprises au total (groupe de 12 élèves maximum) ont vu le jour dans les collèges et lycées volontaires de Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Une dynamique en hausse portée par l'association Entreprendre pour apprendre (EPA) qui défend une approche basée sur la pédagogie active. « Le principe est simple : rendre l'élève acteur de ses apprentissages et acteur de son résultat », résume Jérôme Cusset, président d'EPA Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy. Concrètement, les élèves partent d'une idée, identifient un besoin, conçoivent un pro-

duit ou un service, puis organisent leur activité comme une véritable entreprise. Direction, communication, trésorerie, production : chacun occupe une fonction précise et doit apprendre à travailler avec les autres. « Une entreprise, c'est apprendre à faire avec les différences et aller de l'avant, poursuit le président. Les jeunes découvrent qu'ils sont capables de prendre des initiatives, de défendre leurs idées et de mener un projet jusqu'au bout ». Les encadrants – une majorité d'enseignants volontaires, du personnel de l'éducation nationale et des mentors issus du monde professionnel – ont travaillé de concert pour coacher les équipes. Aux côtés des élèves de la mini-entreprise Chevalier'Art Eco, Kris Baboulall, professeur d'écogestion, les a accompagnés sur toute la dimension économique du projet : calcul du coût des matières premières, consommation électrique, usure du matériel, temps



Jérôme Cusset, président de l'association Entreprendre pour apprendre



Dans les cuisines du collège Eugène Yssap de Sainte-Anne, les lauréats de la mini-entreprise Ti Miyel an nou

de production, fixation du prix de vente, mais aussi répartition des rôles. « Nous essayons de leur laisser un maximum d'autonomie, explique l'enseignante. Ils prennent leurs décisions et nous sommes là pour les guider. C'est bien plus formateur qu'un cours théorique ou qu'une simple mise en pratique, car ils vivent réellement l'expérience de l'entreprise ».

« Les échecs sont là pour nous faire avancer et nous améliorer »

C'est dans les cuisines du collège Eugène Yssap de Sainte-Anne que nous retrouvons les lauréats de la mini-entreprise Ti Miyel an nou. Dans cet établissement, le projet s'inscrit dans une dynamique plus globale portée par le conseil départemental : celui du jardin créole. « *Jaden an nou* est un projet qui permet d'utiliser le jardin comme support pédagogique, précise Kadi Yattassaye, principale adjointe du collège. L'idée est de donner du sens aux apprentissages en partant du concret et de mieux raccrocher certains élèves à l'école, notamment ceux qui rencontrent le plus de difficultés. »

En plus des ateliers jardinage, les élèves peuvent découvrir le monde des abeilles grâce à la présence de ruches et d'un apiculteur dans l'enceinte de l'établissement. Résultat : l'entreprise Ti Miyel an nou existait déjà et produisait du

miel en bouteille et des bonbons. « Le concours a été l'occasion de faire évoluer le concept en imaginant une box composée d'une plus grande variété de produits à base de miel », explique Julie David, professeure d'anglais et encadrante. Pour y parvenir, les élèves ont dû faire preuve d'inventivité et apprendre à rebondir lorsque certaines idées ne fonctionnaient pas. « J'aurais aimé qu'on retienne mon idée de faire des chips au miel, s'amuse Joanis George, élève de 5^e SEGPA**, affecté au pôle production. J'ai finalement appris à faire plein d'autres choses : des bonbons, des cookies, des sablés, des muffins et même des bougies. » La persévérance est justement l'une des principales leçons retenues par Jahyna Pétion, élève de 4^e et directrice de la mini-entreprise.

Élue également responsable de la communication, elle a participé à la création du logo et à l'animation sur les réseaux sociaux. « Au départ, nous voulions fabriquer du savon, mais nos recettes n'ont rien donné. Nous avons dû revoir notre projet et nous tourner vers les sucettes. Finalement, elles ont eu beaucoup de succès », raconte-t-elle. Une leçon que Jahyna résume en quelques mots : « Il faut toujours continuer. Les échecs sont là pour nous faire avancer et nous améliorer ». Choisie pour le pôle marketing-vente, Cléa Gore, élève de 5^e, a, quant à elle, découvert une compétence qu'elle ne soupçonnait pas : « Cette aventure m'a permis de vaincre ma timidité et de prendre confiance en moi ». Un atout précieux lors de la présentation du projet devant le jury en finale régionale. Un exercice que l'équipe a particulièrement soigné. « Chaque élève racontait une partie de l'histoire de l'entreprise. C'est cette cohésion qui a fait la différence », estime Julie David. Très fière du travail fourni, Kadi Yattassaye, rappelle que l'intérêt du dispositif dépasse les seuls élèves. « Ces projets permettent aussi aux enseignants de sortir du carcan de la classe et de travailler autrement. » Une respiration bienvenue qui rejailit sur l'ensemble de la communauté éducative.

**Lors de la finale nationale du 9 juin à Paris, les élèves du lycée Chevalier de Saint-Georges et du collège Eugène Yssap se sont classés dans le top 5 national, avec des notes respectives de 18/20 et 17/20, confirmant la qualité de leur parcours.*

***SEGPA : section d'enseignement général et professionnel adapté.*



Les lauréats de la mini-entreprise Ti Miyel an nou

Comment la musique permet de comprendre la Guyane d'aujourd'hui ?

TRISTAN VASSAUX

Texte Sarah Balay - Photo Christophe Fidole

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule "Faire la fête, faire la musique : les musiques électroniques en Guyane française" (Laboratoire MINEA, Université de Guyane). La soutenance est prévue en décembre 2026.

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Je cherche à comprendre comment les musiques électroniques et la création par ordinateur font se rencontrer des personnes et des cultures différentes en Guyane.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

La musique est un prisme privilégié pour comprendre les dynamiques interculturelles, surtout dans un territoire aussi pluriel que la Guyane. Elle éclaire la manière dont artistes et organisateurs conçoivent les événements festifs : organisation, contraintes matérielles, accès aux salles ou réalités du territoire. La fête n'est jamais neutre : elle traduit toujours une vision du monde.

L'une des applications concrètes est mon projet de recherche-action *Remix éthique*. Il s'agit d'ateliers de composition musicale réunissant des artistes guyanais, dont le groupe Senuka, et des jeunes de différentes communes. L'objectif est de réutiliser des éléments du patrimoine musical traditionnel dans des créations contemporaines. Chaque atelier aboutit à un morceau, un clip diffusé sur YouTube (réalisé par Benjamin Normand) et un documentaire. Trois ateliers ont déjà été menés, dont le dernier en février 2026, à Grand-Santi, et un quatrième est prévu d'ici la fin de l'année.

Que faites-vous aujourd'hui ?

Je partage mon temps entre la recherche, l'enseignement à l'université de Guyane et l'action de terrain avec l'AGRRR (association guyanaise de réduction des risques), qui travaille sur les consommations de produits psychoactifs. Le lien avec ma thèse est direct : parler de fête, c'est aussi aborder les usages d'alcool et d'autres drogues, et la manière de les accompagner sans jugement.

À plus long terme, j'aimerais mener le même type de recherche-action auprès d'autres communautés autochtones dans le monde, afin de comparer les contextes et les enjeux liés à la transmission et à la revitalisation de patrimoines musicaux parfois menacés.



PÉPETTES, MOULA, LAJAN... ÇA CHIFFRE !

QUEL TABOU, L'ARGENT AU TRAVAIL ! DES OFFRES D'EMPLOI SANS AUCUNE NOTION DE RÉMUNÉRATION AUX CONDITIONS D'ATTRIBUTION, FLOUES OU ARBITRAIRES, DE CERTAINS AVANTAGES FINANCIERS EN TANT QUE SALARIÉ, ON CROIRAIT PRESQUE QU'ON EST CENSÉS TRAVAILLER BÉNÉVOLEMENT. POURTANT, NE DIT-ON PAS « TRAVAY SÉ LAJAN » ? CE MOIS-CI, ZOOM SUR QUELQUES SUJETS BRÛLANTS SUR LE SALAIRE.

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info



QUESTIONS SUR
LA RÉMUNÉRATION À...
OLDINA MANGO,
DU CABINET O'MY EMPLOI

Comment estimer son salaire idéal ?

Estimer son salaire idéal nécessite de prendre en compte plusieurs critères : son niveau d'expérience, ses compétences techniques et comportementales, le secteur d'activité visé, la taille de l'entreprise ainsi que les spécificités du marché de l'emploi sur son territoire. Aux Antilles-Guyane, certains métiers sont particulièrement recherchés, ce qui peut avoir un impact significatif sur les niveaux de rémunération.

Au-delà des échanges avec son entourage, il est essentiel de s'appuyer sur des données objectives en consultant les études de rémunération, les offres d'emploi, les cabinets de recrutement ou encore les recruteurs spécialisés. Cette démarche permet d'avoir une vision réaliste du

marché, de formuler des prétentions salariales cohérentes et d'éviter de sous-évaluer sa valeur professionnelle.

Enfin, il est important d'adopter une approche globale de la rémunération. Le salaire fixe n'est qu'une composante de l'équation. L'intéressement, les primes, les dispositifs de formation, le télétravail, la mutuelle ou encore le véhicule de fonction constituent des avantages qui participent pleinement au package de rémunération et peuvent parfois être plus facilement négociés qu'une augmentation du salaire de base

Point lexical RÉMUNÉRATION = SALAIRE ?

Oui, mais pas que ! La rémunération regroupe le salaire, les congés, les avantages en nature et avantages sociaux (mutuelle, tickets-restaurant, chèques vacances, participation aux frais de transport en commun), ainsi que toutes les autres formes de rentrées d'argent pour le salarié : les primes, l'intéressement et la participation aux bénéfices.

Comment négocier son salaire lors d'un recrutement ?

Dès lors qu'une fourchette de rémunération est définie, il y a peu de marge de manœuvre pour aller au-delà. Pour se rapprocher de la limite haute de la fourchette salariale, il faut travailler

sa posture et démontrer sa capacité à apporter de la valeur ajoutée à l'entreprise, en se basant sur des éléments concrets : les projets menés lors de précédentes expériences, les résultats obtenus, le chiffre d'affaires développé... On peut également mentionner des compétences en optimisation de process, en management, lorsque c'est pertinent. L'adaptabilité et l'agilité sont par ailleurs des qualités très recherchées dans notre monde en constante évolution. Aujourd'hui, les entreprises ne rémunèrent plus uniquement un diplôme ou une ancienneté. Elles valorisent de plus en plus l'impact, l'agilité et la capacité à créer de la valeur dans un environnement en constante évolution. Il est donc essentiel de savoir mettre en avant ses compétences.

Quels conseils pour demander une augmentation ou améliorer sa rémunération ?

La négociation de salaire est un exercice délicat mais parfaitement légitime. Ce n'est pas une faveur que vous demandez, ce n'est pas non plus un rapport de force, c'est une discussion professionnelle autour de votre contribution et de la reconnaissance de votre valeur ajoutée. Le timing s'avère ainsi stratégique. Une négociation demandée après un succès significatif ou une prise de responsabilités supplémentaires sera toujours plus favorable. À l'inverse, négocier en fonction de besoins personnels (augmentation de loyer, du carburant, nouvelle vie de famille, etc.) est généralement peu concluant. Documentez régulièrement vos contributions, réfléchissez à votre stratégie de carrière, anticipez les leviers hors salaire que vous pourriez mobiliser (primes, télétravail, perspective d'évolution), et surtout, abordez le sujet avec assurance, sans posture de confrontation.

En vidéo



QU'EST-CE QU'UN SALAIRE DÉCENT EN MARTINIQUE ?



Dans l'actu

LA TRANSPARENCE SALARIALE, C'EST MAINTENANT

Nous y sommes : juin 2026, date fatidique de la transposition dans le droit français de la directive européenne sur la transparence salariale, visant à réduire les écarts hommes-femmes. Elle inclut notamment le droit d'accès, pour les salariés, aux critères de fixation des rémunérations appliquées à niveau de poste équivalent, selon le sexe ; aux critères d'évolution de la rémunération ; ou encore, au moment du recrutement, à la fourchette de rémunération établie pour le poste visé.

Hommes & femmes, tous égaux ?

Guadeloupe

+ 7,9 % pour les hommes
Hommes 2 494 € - Femmes 2 310 €

Guyane

+ 8,4 % pour les hommes
Hommes 2 548 € - Femmes 2 350 €

Martinique

+ 8,9 % pour les hommes
Hommes 2 541 € - Femmes 2 332 €

Salaire net mensuel moyen en équivalent temps plein par sexe dans le secteur privé en 2024 - Insee

RETROUVEZ PLUS DE
CONTENUS SUR L'EMPLOI
SUR BONFILON.INFO



bonfilon
by EWAG

LE PARI DU DIALOGUE

ET SI ÉCOUTER QUELQU'UN QUI NE PENSE PAS COMME NOUS DEVENAIT UN ACTE PRESQUE MILITANT ? EN MARTINIQUE, QUELQUES PARTICIPANTS ONT ACCEPTÉ DE JOUER LE JEU DE « FAUT QU'ON PARLE », UNE INITIATIVE QUI TENTE DE RECRÉER DU DIALOGUE DANS UNE SOCIÉTÉ DE PLUS EN PLUS FRAGMENTÉE.

Texte Sarah Balay - Photo Jean-Albert Coopmann

Instinctivement, nous cherchons ce qui nous ressemble : des opinions proches, des parcours familiers, des points communs... C'est ainsi que se construit notre réseau social, amical ou familial, renforcé aujourd'hui par les réseaux sociaux qui nous donnent de plus en plus d'infos sur ce que l'on pense déjà.

Mais qu'en est-il de celles et ceux qui ne partagent pas nos idées ? Qui défendent des points de vue différents, parfois très éloignés des nôtres ? Bien souvent, nous les rejetons, pire, nous les diabolisons. Ce concept a d'ailleurs un nom : la polarisation affective. Un concept utilisé en sciences sociales pour désigner la montée des sentiments négatifs envers ceux qui ne pensent pas comme nous. Étudiée d'abord aux États-Unis, notamment autour des clivages entre démocrates et républicains, cette tendance est aujourd'hui fréquemment mise en lien avec le rôle des réseaux sociaux, dont les algorithmes favorisent davantage l'entre-soi et « les bulles de convictions » que l'ouverture à des opinions différentes. Par exemple, si une personne regarde, partage, commente régulièrement des contenus liés au féminisme ou à la sororité, les plateformes auront tendance à lui proposer toujours plus de vidéos, de publications ou de témoignages allant dans le même sens. À force, l'utilisateur peut avoir le sentiment que cette vision est largement partagée, voire évidente, tout en étant de moins en moins confronté à des points de vue

divergents. Cette polarisation touche également les questions d'égalité et de genre. En France, dans un rapport publié en janvier 2025, le Haut Conseil à l'Égalité entre les hommes et les femmes souligne une fracture particulièrement marquée chez les jeunes générations. Parmi les moins de 24 ans, 94 % des jeunes femmes estiment qu'il est plus difficile d'être une femme aujourd'hui, soit 26 points de plus que les jeunes hommes.

« Chacun est dans sa bulle »

Soucieux d'inverser, ou plutôt d'atténuer, la tendance, deux médias nationaux, *Brut* et *La Croix*, lancent, en 2024, l'opération citoyenne « Faut qu'on parle ». Le principe : faire se rencontrer des personnes ayant des opinions opposées pour discuter pendant environ deux heures dans un cadre convivial. Selon une étude menée par Stanford et Harvard, ce type de dialogue réduirait jusqu'à 77 % la polarisation affective. Les participants répondent à un questionnaire en ligne, puis un algorithme les met en relation avec quelqu'un vivant près de chez eux, mais ayant des positions différentes sur plusieurs sujets de société.

En 2025, la Martinique rejoint à son tour l'opération grâce à la mobilisation de deux ambassadeurs locaux : Jean-Philippe de Reynal et Samuel Dorwling-Carter. « Avant, il y avait des espaces de discussions logiques que l'on partageait avec des gens avec qui nous n'étions pas forcément d'accord ou qui n'étaient

pas de notre milieu, remarque Jean-Philippe de Reynal. Il y avait des patronales, le service militaire, plein d'endroits où les gens se croisaient et puis il y avait un récit médiatique un peu plus uniforme. Maintenant, comme tout est éclaté, chacun est dans sa bulle et il y a des antagonismes qui ne sont pas sains. »

L'objectif de « Faut qu'on parle » n'est pas de se convaincre les uns les autres, mais plutôt d'apaiser les tensions d'une société trop divisée et cloisonnée. « Les personnes avec qui nous sommes en désaccord ne sont pas des monstres abominables à qui l'on ne doit surtout pas s'adresser, précise Samuel Dorwling-Carter. La vérité est un peu plus grise... Et c'est en se rencontrant que les gens pourront s'en rendre compte. »

La première édition martiniquaise essuie quelques revers (bugs techniques), mais une vingtaine de personnes ont tout de même pu concrètement se rencontrer. Si les discussions étaient libres, elles ont souvent porté sur de grands sujets de société comme l'intelligence artificielle (est-elle un danger pour la société ?), l'immigration ou encore les inégalités entre générations. D'autres thèmes plus locaux ont également émergé, notamment la vie chère, les tensions sociales ou le rapport à la France hexagonale. Militant du « débat contradictoire », Stéphane Louis Gustave, 59 ans, en poste dans une collectivité locale, n'a pas hésité à jouer le jeu. « Je suis quelqu'un qui assume ses pro-



pos et ses opinions, explique-t-il. Pour autant, lorsque je dialogue, je ne cherche jamais à convaincre. Ma démarche est de trouver des points de consensus à partir d'un désaccord de base. Je pars du principe que nous sommes tous différents et que mépriser ceux qui ne pensent pas comme nous n'est pas tolérable. J'ai particulièrement apprécié mon échange avec mon partenaire. Nous étions là pour donner notre avis, nous écouter et surtout nous comprendre. »

Professionnelle de la communication, Stéphanie* a, elle aussi, tiré tout le bénéfice de cette opération inédite. « J'ai découvert une personne, avant de voir une histoire ou une origine, confie-t-elle. Nous avons parlé simplement de nos parcours. Ce qui m'a marquée, c'est que nous avons réellement pris le temps de nous écouter, en toute tranquillité. Souvent, en Martinique, on vit ensemble sans forcément se parler en profondeur, par peur de choquer ou de contrarier. Alors on reste dans la bienséance et les non-dits. Ce genre d'initiative permet d'ouvrir les portes qu'on garde habituellement fermées. Il y a des sujets que l'on évite, alors que ce sont pourtant ceux que nous avons le plus besoin d'évoquer. Cette rencontre m'a confortée dans l'idée que le dialogue est nécessaire, même lorsqu'il est inconfortable. Je ne dirais pas

qu'une discussion règle tout, mais elle peut ouvrir quelque chose. »

« Le changement se fait souvent à petite échelle »

L'impression est plus mitigée pour Philippe Desrivières, 60 ans, travaillant dans le bâtiment. « Ce genre d'action est très intéressant, explique-t-il. Mais il a tendance à réunir des personnes d'un même milieu ou qui ont majoritairement l'esprit ouvert. » Sur ce point, les organisateurs reconnaissent volontiers « un biais de sélection ». « Même si les profils étaient très variés, il n'y avait pas de véritables antagonismes entre les participants, et c'est tout à fait normal reconnaît Jean-Philippe de Reynal. Forcément, lorsque l'on accepte de se lancer dans cette démarche-là, c'est qu'on n'a pas une approche trop manichéenne des choses. »

Malgré ces limites, les organisateurs retiennent surtout ce qui s'est joué après les échanges. Une fois les discussions terminées, plusieurs participants ont prolongé les conversations autour des tables, échangeant avec d'autres personnes qu'ils n'avaient pas forcément rencontrées au départ. Certains sont même restés en contact par la suite, via des groupes WhatsApp ou de nouvelles rencontres. « Nous avons créé des liens entre des gens qui ne se connaissaient pas et qui,

a priori, arrivaient avec des points de vue opposés, souligne Samuel Dorwling-Carter. C'est une petite fierté quand même. »

Pour les deux ambassadeurs, l'intérêt de « Faut qu'on parle » réside justement dans ces échanges confidentiels, loin des grands discours. « Le changement se fait souvent à petite échelle, estime Jean-Philippe de Reynal. Ce sont les rencontres et les discussions qui permettent de dépasser les idées que l'on se fait les uns des autres. »

Vers une édition 2026 plus ancrée localement ?

Les ambassadeurs de « Faut qu'on parle », édition Martinique, espèrent renouveler l'initiative, le 21 novembre 2026 (date nationale de l'opération), avec la volonté d'adapter davantage le questionnaire aux réalités du territoire : vie chère, tensions sociales, rapports entre les communautés, héritage historique ou mémoriel. Selon eux, certaines problématiques nationales ont parfois moins résonné localement lors de la précédente édition totalement calquée sur le national. Ils entendent également améliorer la diffusion de l'information pour ainsi toucher un public plus large... Et pourquoi pas, encourager la Guadeloupe et la Guyane à relever le défi de leur côté. À suivre.

**Le prénom est fictif par souci d'anonymat.*

6
0
0
0
6

6 000 euros. C'était le prix d'un billet au stade Azteca pour assister à la cérémonie d'ouverture de la Coupe du monde de football masculin qui se joue aux États-Unis, au Canada et au Mexique. « Qui peut se payer ça ? », interrogea le président du Mexique lors d'une conférence de presse. Le président de la Fédération internationale de football, Gianni Infantino, depuis son canapé lui aura sans doute répondu, hilare, « au moins 500 millions de personnes », reprenant le chiffre des demandes de billets sur les plateformes de vente de la FIFA diffusé six mois avant la compétition.

« Certainement pas moi », aura peut-être lâché pour sa part Donald Trump, apparemment surpris des montants pour assister à une partie et observer 22 garçons en short se disputer un ballon rond sans *touch down*, sans casque, sans castagne pendant 90 minutes.

Loin des deux hommes, Claudia Sheinbaum décida donc de donner son billet qui lui avait été offert par Gianni Infantino « à une jeune fille qui aime le football et qui n'aurait pas les moyens d'assister à un match du mondial ». 1 000 femmes se portèrent candidates à travers tout le pays, et c'est Yolett Cervantes Cuaquehua, de la région de Veracruz, qui remporta le concours après avoir démontré de ses talents footballistiques. Appartenant au peuple autochtone nahua, elle s'était présentée pieds nus et en tenue traditionnelle pour se voir remettre son billet d'entrée pour le match Mexique-Afrique du Sud, mais aucune photo d'elle le jour J dans la tribune officielle ne semble avoir été prise ni diffusée alors qu'elle représentait le Mexique, pays hôte, pour ce premier match de la compétition. L'histoire ne dit pas si Donald Trump à qui, lui, Gianni Infantino a remis le « prix de la paix » de la FIFA, début décembre, à Washington, choisira de faire le même geste et organisera un concours pour remettre cette distinction « à un jeune engagé pour la paix mais qui n'aurait pas les moyens d'y œuvrer ? » À moins que nous ayons tous les moyens de participer pendant et après la Coupe du monde de football ?

Deux mains pour demain

RACHEL @MESPETITSBONHEURSAUSOLEIL

Artiste dans l'âme, infographiste de métier, auteure de plusieurs livres, Rachel alias @mespetitsbonheursausoleil a eu son premier appareil photo vers 12 ans : un Rolleiflex des années 1950, viseur par le haut. « Ça ne me rajeunit pas ! » s'amuse-t-elle. Mais ce sont ces années à regarder et à rencontrer qui ont forgé cette femme solaire, optimiste qui partage sa passion pour la Martinique avec humour et talons aux pieds.



À L'HEURE OÙ LES MAINCHINES APPRENNENT À PEINDRE, À ÉCRIRE, À IMITER LE VIVANT, IL RESTE UN GESTE QU'AUCUN ALGORITHME ET AUCUNE IA NE REMPLACERA VRAIMENT : CELUI DE LA MAIN QUI TRAVAILLE LA TERRE, AJOUTE LE SOUPÇON D'ÉPICES, REMPLIT LE CORPS (ET L'ÂME), TRANSFORME ET CARESSE...

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE NE RÉCOLTE RIEN... LE VIRTUEL NE NOURRIT PERSONNE ! DERRIÈRE CHAQUE IMAGE GÉNÉRÉE, CHAQUE PROMESSE DE FUTUR DÉMATÉRIALISÉ, IL Y A TOUJOURS, QUELQUE PART, UNE MAIN BIEN RÉELLE QUI SE PATINE AU FIL DU TEMPS À COUPS D'AMPOULES ET DE RIDULES.

CETTE SÉRIE EST UN HOMMAGE À CES MAINS-LÀ. CELLES QUI FONT, QUI TRANSMETTENT, QUI S'ÉCORCHENT, QUI S'EMPOIGNENT ET SE SERRENT DANS UN « BON JOUR ! ». PARCE QUE DEMAIN NE SE CONSTRUIRA PAS SANS ELLES...

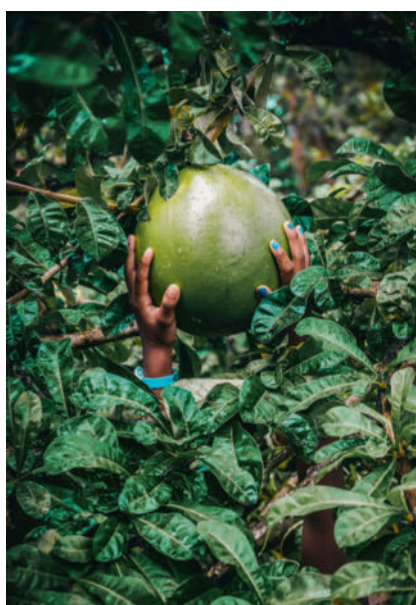


Avoir les mains douces

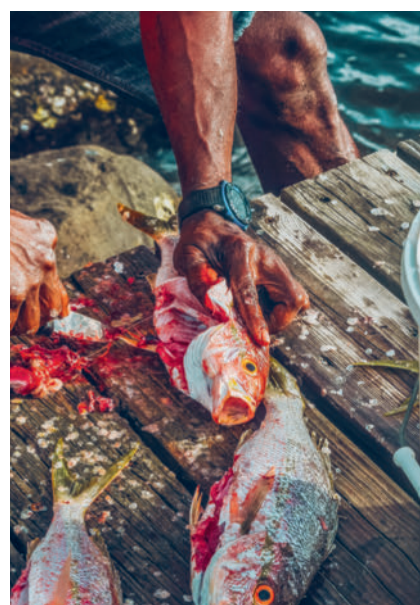
Prendre en main



Et main-tenant...?



La main verte



Ne pas avoir les mains vides

Haut les mains !



Être entre de bonnes mains ?

Une pensée pour tante Flora, et des remerciements particuliers à David Lanista, Anne-Laurence (A1710) & Émile (Angryav'la).

EXPOSITION

Le 9 juillet, elle exposera ses photos autour du thème « La vie est tout sauf artificielle » lors de la première édition d'un show room immersif Open House. Pendant 1 mois, les visiteurs seront invités à déambuler dans un appartement récemment rénové afin de découvrir ses photos, ainsi que des objets d'arts et des pièces de créateurs locaux sélectionnés.

Inauguration **le jeudi 9 juillet à partir de 19h** au tiers lieu Maison Pagès, 25 rue Garnier Pagès.
Infos & RSVP @lebocal_conceptstore / 0696526049



Koud'main en senne

LA COUPE DU MONDE MASCULINE DE FOOTBALL EST LANCÉE : 48 SÉLECTIONS, 104 RENCONTRES, 6 SEMAINES DE COMPÉTITION, 1 CONTINENT ET 3 PAYS HÔTES (LE MEXIQUE, LES ÉTATS-UNIS ET LE CANADA). ENTRE TENSIONS POLITIQUES, SPORT BUSINESS ET GRANDE FÊTE POPULAIRE, CETTE 23^E ÉDITION DU TOURNOI EST HORS NORME !

Sélection Floriane Jean-Gilles



2:48

D'abord un peu d'histoire, la Coupe du monde a été créée par Jules Rimet. Premier président de la FIFA, il a organisé la première édition du tournoi, en 1930, en Uruguay. Il consigne dans son journal les détails de la traversée, en bateau : « Quatre équipes : c'est là tout le contingent européen pour la première Coupe du monde ! Nous emportons avec nous le trophée de la compétition, une statuette de trente centimètres de haut et pesant quatre kilos. Elle représente une Victoire portant, dans ses deux mains élevées au-dessus de sa tête, une vasque octogonale en forme de coupe. [...] La Coupe du monde est en or massif. C'est un symbole : la Coupe du monde doit être la première parmi les manifestations sportives, et l'or est le symbole de la primauté ».

Il a créé la coupe du monde de football : Jules Rimet - *Karambolage, @artefr*



22:04

La participation de l'Iran, à l'heure du conflit dans le détroit d'Ormuz ; l'attribution des visas, face à la politique migratoire de Donald Trump ; la potentielle présence des agents de l'ICE aux abords des stades ou le prix exorbitant des billets vont à l'encontre de la promesse des organisateurs de tenir le tournoi « le plus inclusif de l'histoire ».

Coupe du monde 2026 : les ombres qui planent sur le tournoi - *L'Heure du Monde, Le Monde*

LE MONDIAL 2026



5:30

Les prix des places atteignent des records. Explications dans cette vidéo.

Pourquoi aller à la Coupe du monde coûte aussi cher ? - *Arte*



9:00

Autre inquiétude qui gravite autour du mondial : l'impact environnemental de la compétition, qui s'annonce déjà comme la plus polluante de l'histoire (deux fois plus que l'édition précédente au Qatar !). La question de l'impact des températures très élevées sur les corps des sportifs pèse aussi dans le débat.

Coupe du monde de football : « Cette course au gigantisme sert à enrichir la FIFA » - *Reporterre*



1:00

À quelques jours du début de la compétition, l'équipe d'Haïti doit changer de maillot... Explication dans cet article.

Un « message politique » refusé par la FIFA : Haïti contraint de changer de maillots en urgence - *L'Équipe*



2:30

Le « blokecore », vous connaissez ? Cette tendance qui consiste à associer un maillot de foot à une pièce traditionnelle de votre garde-robe. Alors symbole politique, patriotique ou nationaliste, le maillot de foot est aussi une pièce ultra tendance !

Comment porter un maillot de foot et honorer la tendance « blokecore » ? - *madame Figaro*

Retrouvez la playlist complète



LE “STARTER PACK” DES GRANDES VACANCES

C'EST LE DERNIER NUMÉRO AVANT LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE. PUISSE-T-IL VOUS ACCOMPAGNER PENDANT CES GRANDES VACANCES ! ET POUR ÊTRE SÛRS QUE VOUS L'EMPORTIEZ AVEC VOUS, ON VOUS A PRÉPARÉ UNE SÉLECTION. LA RÉDACTION VOUS PARTAGE SES MEILLEURES RECO POUR PIMENTER LES CONGÉS...



LA RECO DE LÉANNE

« Je recommande le podcast **Une chanson en Histoire**. J'apprécie ce podcast car j'aime apprendre et connaître l'origine des choses. Cela permet d'enrichir ma culture musicale. Je recommande ce podcast parce qu'il ouvre plusieurs portes que ce soit le rappel de souvenirs, la culture, l'histoire,

la langue et le contexte politique et sociologique de nos territoires. J'ai particulièrement apprécié l'épisode sur *La Filo*, du groupe Malavoi, car on découvre que derrière les rumeurs qui englobent cette œuvre, il y a un véritable objectif de rendre hommage aux membres de nos familles qui nous apprennent sur la vie. »

Sur YouTube et les applis de streaming



LA RECO D'ARNAUD

« Je recommande le festival de la **All Day In**, ce festival rassemble la communauté antillaise autour d'un même "Art" qui est la musique afro-caribéenne, on y retrouve aussi les acteurs du développement économique (des stands avec des produits agro-alimentaires locaux) »

Les 18 et 19 juillet prochain, plage des Alizés (Le Moule, Guadeloupe)

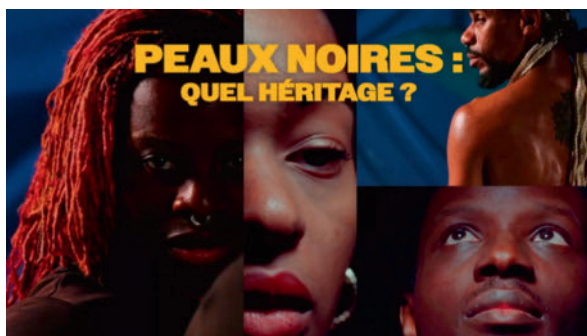
LA RECO D'ANOUCK



« Les épisodes de **La riposte** d'Akim Omiri, pour bien vérifier que tu es toujours à jour sur l'actualité et aiguiser ton esprit critique... Le tout avec un humour bien piquant comme je l'aime :) »

À écouter sur Radio Nova, Spotify ou sur YouTube

LA RECO DE FLORIANE



« Je ne vais pas vous sortir les 10 000 arguments que j'ai en réserve pour vous vanter les bienfaits de la lecture. Je me contenterai de vous recommander la manifestation **Partir en livre**, du 17 juin au 19 juillet, pour des sorties en famille. Des dizaines d'événements sont organisés en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane, dans les bibliothèques, les médiathèques et parfois même hors les murs. C'est une manifestation nationale donc si vous passez des vacances sur le continent, à Tahiti, en Corse ou à la Réunion, jetez un œil à la programmation !

Toutes les infos sur www.partir-en-livre.fr

Je partage aussi, en vrac, les 3 documentaires qui sont sur ma liste (interminable) de choses à voir, à lire, à faire :

- **Peaux noires : quel héritage ?**

Un documentaire en 5 épisodes de 12 min, réalisé par Estelle Ndjandjo et Johanna Boyer-Dilolo, sur TV5 Monde - 2 épisodes de **Tracks** : "Ce que la trap en créole raconte des Antilles" et "Le zouk n'est pas mort, vive le zouk" J'aime beaucoup ce format court d'Arte ! »



LA RECO DE KAROLYNE

« Je propose comme exposition **Avant la chute**. C'est une exposition éphémère à Mont-Lucas, à Cayenne. Pendant 2 mois, 12 artistes sont intervenus dans le secret pour investir un bâtiment en fin de vie. Avant la destruction, ils proposent la découverte de chaque création jusqu'au 10 juillet. J'ai participé au projet, en réalisant un mini-doc qui sera dispo en octobre ! »

Toutes les infos sur www.digital-streetart.com/evenements/avant-la-chute

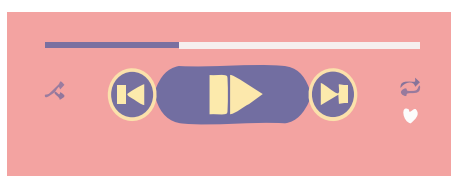
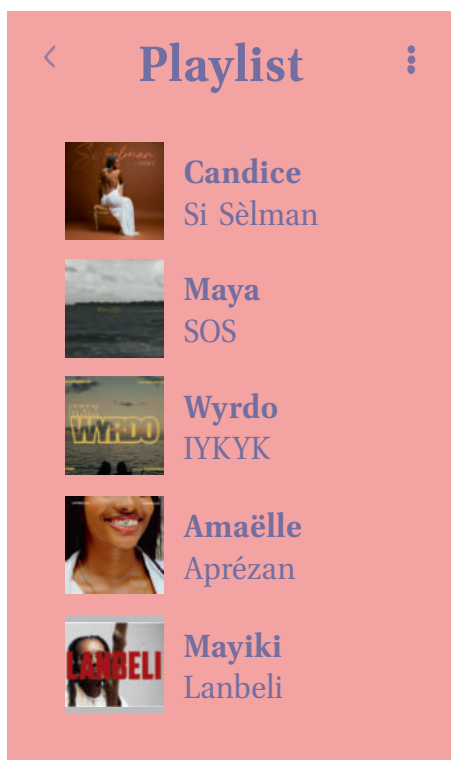


LA RECO DE LAURIE-ANNE

« Ma reco est un podcast : **Pensées Caribéennes / Xplore'n Talk de Gioio**. C'est toujours un plaisir d'avoir dans les oreilles des gens qui parlent comme nous, sonnent comme nous et racontent les histoires de celles et ceux qui font vivre notre culture, mais que l'on pourrait tout aussi bien croiser au coin de la rue. »

Sur Spotify

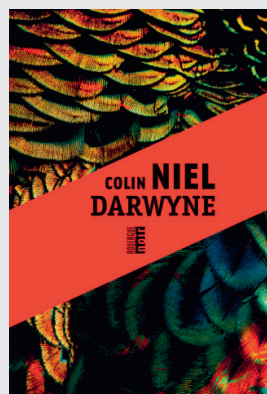
LA RECO D'AXELLE



« Je conseille une *playlist* de vidéos à écouter et admirer, avec des voix locales qui méritent d'être plus connues, du R & B tout doux, des sonorités gwoka, des textes en créole guadeloupéen ou martiniquais et des images à la cinématographie travaillée. »

Sur Youtube et les applis de streaming

LA RECO DE SARAH



« Je propose deux livres que j'ai lu cette année et que j'ai beaucoup aimé :

Darwyne, Colin Niel, éditions du Rouergue, 288 pages

Un enfant en souffrance, une forêt omniprésente et une Guyane loin des clichés. Avec Darwyne, Colin Niel construit une intrigue captivante tout en explorant les blessures de l'enfance. La nature y apparaît comme un refuge, un gage de sécurité. Un roman qui mêle habilement tension narrative et immersion dans l'univers guyanais.

La Nuit au cœur, Natacha Appanah, éditions Gallimard, 288 pages

Trois femmes, trois trajectoires marquées par les violences conjugales. Dans cet ouvrage inspiré de faits réels, Natacha Appanah décrit avec une grande justesse les mécanismes de l'emprise et la difficulté d'échapper à la violence. Un texte bouleversant qui a obtenu, en 2025, le prix Femina, le prix Goncourt des lycéens et le prix Renaudot des lycéens.

Bonne lecture ! »

TRADITOUR 2026
L'ESPRI KARAYIB

SUIVEZ LA COURSE, JOUR APRÈS JOUR

1 PROLOGUE - 10 ÉTAPES - 9 JOURS

VENDREDI 3 JUILLET – Prologue
Départ : Sainte-Rose
Arrivée : Sainte-Rose

SAMEDI 4 JUILLET – Étape 1
Départ : Sainte-Rose
Arrivée : Morne-à-l'Eau

DIMANCHE 5 JUILLET – Étape 2
Départ : Morne-à-l'Eau
Arrivée : Port-Louis

LUNDI 6 JUILLET – Étape 3
Départ : Port-Louis
Arrivée : Deshaies

MARDI 7 JUILLET – Étape 4
Départ : Vieux-Habitants
Arrivée : Gourbeyre

MERCREDI 8 JUILLET – Étape 5
Départ : Gourbeyre
Arrivée : Capesterre

JEUDI 9 JUILLET – Étapes 6 et 7
Après-midi
Départ : Capesterre
Arrivée : Pointe-à-Pitre

Nocturne
Départ : Pointe-à-Pitre
Arrivée : Pointe-à-Pitre

VENDREDI 10 JUILLET – Étape 8
Départ : Pointe-à-Pitre
Arrivée : Sainte-Anne

SAMEDI 11 JUILLET – Étapes 9 et 10
10h00 (course par élimination)
Départ : Sainte-Anne
Arrivée : Sainte-Anne

Après-midi
Départ : Sainte-Anne
Arrivée : Sainte-Anne

LA RECO D'ALICE

« Suivre le Traditour, du 3 au 11 juillet, pour voir un patrimoine culturel vivant évoluer sur nos eaux ! »

Programme complet sur traditour.fr



SKY IS THE LIMIT

Loin de son île natale des Antilles, le Guadeloupéen Antoine Martin a dompté les vagues des îles Fidji et a décroché la seconde place d'une compétition très disputée. Après Hawaï en ouverture de saison où il avait terminé 3ème, cette nouvelle performance lui permet de se hisser à la deuxième place du classement mondial et d'asseoir sa position parmi les meilleurs windsurfeurs mondiaux. Une consécration au goût de fierté pour le jeune homme alors qu'un sondage du public le donnait hors jeu pour la finale... Le parfait petit boost de motivation pour affronter les vagues et le ciel du Pacifique.

Texte Mathieu Rached

Ce qu'il ne fallait pas louper !

VOICI LES CONTENUS QUI VOUS ONT CAPTIVÉS CES DERNIÈRES SEMAINES.
(RE)DÉCOUVREZ LES MOMENTS FORTS QUI ONT RÉSONNÉ SUR NOS PLATEFORMES À TRAVERS CES TROIS VIDÉOS AYANT GÉNÉRÉ LE PLUS D'ENGAGEMENT.



MÉMOIRE CELLULAIRE : L'HÉRITAGE DU TRAUMATISME

Peut-on transmettre notre vécu et nos traumatismes à nos descendants ? Notre série de 3 vidéos avec le Dr Eugénie Dossa Quenum, psychologue béninoise interculturelle et pionnière des travaux sur la mémoire transgénérationnelle, a suscité un réel engouement. Réalisée lors de sa venue à l'événement « Mémoire cellulaire et violences », organisé par Jocelyne Demagny de l'association Prabhupaty en Guadeloupe, cette interview décrypte comment, à travers l'épigénétique, les violences extrêmes de l'esclavage ont pu laisser des traces invisibles, tout en ouvrant une voie profonde vers la reconnaissance et la guérison.

▶ 1,5 M de vues

♥ 125 k interactions



TERRE DE BLUES : LE SECRET DE L'INDIGO

En amont de la 24^e édition du festival à Marie-Galante, nous vous avons emmenés à la rencontre de Pierre Mouda. Figure incontournable de l'île, il y perpétue un art ancien et fascinant : la teinture indigo traditionnelle. Bien plus qu'un savoir-faire, c'est une histoire, une spiritualité et un morceau de notre patrimoine qu'il transmet avec passion.

▶ 192,7 k vues

♥ 7,2 k interactions



MARIE-CÉLINE CHRONÉ

Derrière les projecteurs des chanteurs leaders, il y a des voix indispensables. La choriste martiniquaise Marie-Céline Chroné est revenue sur sa vie de musique, de la variété à ses collaborations marquantes. Elle nous a confié son émotion intense, presque paralysante, le jour où son nom a été associé pour la première fois à un album du groupe mythique Kassav'. Un hommage vibrant à un rôle discret mais ô combien essentiel.

▶ 204,3 k vues

♥ 6,8 k interactions



@EWAG.FR

Septembre 2026



on valorisait enfin les métiers invisibles ?

Retrouvez toute la
programmation 2026



Vous souhaitez communiquer ?
CONTACTEZ-NOUS

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43



Restez connecté



en toute sérénité

**Le réseau mobile 2G s'arrête
définitivement le 29 septembre 2026.**

Votre téléphone mobile 2G ne fonctionnera plus.
Pour rester connecté, vous devez vous équiper d'un téléphone compatible 4G/5G.

Nos conseillers sont là pour vous proposer des solutions simples et vous guider dans cette évolution.

**Contactez votre conseiller au 555⁽¹⁾
ou rapprochez-vous de votre conseiller boutique Orange**

 **Kit mains libres recommandé**

La fermeture définitive du réseau 2G est prévue au 29 septembre en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Saint-Martin et à Saint-Barthelémy.

(1) Le service est gratuit et l'appel est au prix d'une communication normale selon l'offre détenue, ou décompté du forfait. Le temps d'attente avant la mise en relation avec un conseiller est gratuit depuis les réseaux Orange.


orange™
est là